



Arrêté des Comptes 2014

Société Anonyme au capital de 31 838 310 euros
Siège social, Direction et Administration :
6, boulevard Bineau - 92300 Levallois-Perret
562 088 542 R.C.S. Nanterre - SIRET N° 562 088 542 00369



ARRETE DES COMPTES 2014

Sommaire

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	Page 3
COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2014	
• Bilan.....	Page 12
• Compte de Résultat.....	Page 13
• Résultat global	Page 14
• Tableau de variation des Capitaux Propres	Page 14
• Tableaux de flux de Trésorerie consolidés.....	Page 15
• Annexe des Comptes Consolidés (Notes 1 à 28).....	Page 18
• Rapport des Commissaires aux Comptes sur les Comptes Consolidés	Page 48
COMPTES SOCIAUX AU 31 DECEMBRE 2014	
• Bilan.....	Page 52
• Compte de Résultat.....	Page 54
• Tableaux de flux de Trésorerie.....	Page 55
• Annexe des Comptes Sociaux (Notes 1 à 19).....	Page 58
• Rapport des Commissaires aux Comptes sur les Comptes Annuels.....	Page 68

Société Anonyme au capital de 31 838 310 euros
Siège social, Direction et Administration :
6, boulevard Bineau
92300 Levallois-Perret
562 088 542 R.C.S. Nanterre – SIRET N° 562 088 542 00369
www.gevelot-sa.fr

Rapport de gestion du Conseil d'Administration

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la Loi et aux Statuts, nous vous avons réunis en Assemblée Générale pour vous rendre compte de l'activité de notre Société et de ses Filiales au cours de l'exercice écoulé et soumettre à votre approbation les Comptes Sociaux ainsi que les Comptes Consolidés arrêtés au 31 décembre 2014.

En préambule, le Conseil d'administration tient à saluer la mémoire de Monsieur Paolo Martignoni, décédé le 31 janvier 2015, qui pendant plus de vingt ans a assuré la conduite du Groupe Gévelot, organisant ses évolutions stratégiques et son développement international. Le Conseil rend hommage à son action.

Activités et Résultats du Groupe

Le Chiffre d'affaires consolidé s'élève à 211,8 M€ contre 199,2 M€ en 2013, à périmètre constant (hors Secteur Mécanique), soit une progression de 6,3 %.

Le Chiffre d'affaires du Secteur Extrusion est de 113,0 M€ en 2014, soit + 2,2 % par rapport l'année précédente. Globalement, l'activité des sites français est restée globalement stable (+ 1,3 %) ainsi que celle du site allemand Dold K. (+ 0,8 %). La filiale de Dold K. basée en Chine créée en 2012 a vu son activité progresser (1,5 M€ contre 0,3 M€).

Le Chiffre d'affaires du Secteur Pompes, à 98,7 M€, est en progression de 11,4 % par rapport à l'année précédente. L'activité Oil & Gas progresse à l'Export, l'activité Industry est en léger retrait et celle du Food reste stable.

Commentaires sur le périmètre

Comme annoncé l'an dernier, notre filiale PCM SA a cédé en mai 2014 à un Tiers le contrôle de la Société canadienne KUDU, société préalablement détenue à 45 % et consolidée antérieurement par mise en équivalence. Les effets de cette cession impactent fortement les comptes présentés ci-après.

Courant décembre 2014, PCM SA a acquis 75 % du capital de la Société AMIK Oilfield Equipment & Rentals Ltd (Canada). Cette société est consolidée par intégration globale mais seuls les éléments bilanciaux ont été intégrés en 2014 du fait d'une date d'acquisition proche de la fin d'année.

La réorganisation stratégique mondiale du Secteur Pompes et le renforcement des implantations sur les quatre pôles géographiques récemment définis se sont poursuivis. Dans ce cadre, l'organigramme juridique a été modifié par la création de nouvelles entités, filiales de PCM SA, en mai et août 2014.

Des apports par PCM SA de ses Branches autonomes d'activité vers PCM Technologies SAS, PCM Europe SAS et PCM Manufacturing France SAS ont été validés par les Assemblées Générales Extraordinaires de septembre et décembre 2014.

Au premier semestre 2014, la décision avait été prise de céder la Participation détenue par Gévelot SA dans Gurtner SA. En conséquence, la valorisation de cette Société consolidée par intégration globale dans le bilan consolidé a été reclassée en "Activités destinées à être cédées au 31 décembre 2014".

Commentaires détaillés sur les résultats consolidés

Le Résultat opérationnel courant consolidé 2014 du Groupe s'établit à 8,1 M€ contre 12,3 M€ en 2013.

La Contribution du Secteur Extrusion est positive de 2,4 M€ (positive de 3,8 M€ en 2013).

La Contribution du Secteur Pompes est positive de 5,1 M€ (positive de 8,0 M€ en 2013).

Après constatation de la plus-value de 64,6 M€ dégagée en mai 2014 sur la cession de la participation détenue par la filiale PCM SA dans la Société canadienne KUDU Industries Inc., le Résultat Opérationnel consolidé est bénéficiaire de 73,0 M€ contre 6,2 M€ en 2013.

Le Résultat financier consolidé 2014 est positif de 5,4 M€ contre 1,1 M€ également positif en 2013. L'évolution favorable des parités monétaires et le rendement des fonds reçus expliquent l'amélioration de ce résultat sur cette période.

En 2014, la charge nette d'impôts consolidée s'établit à 6,6 M€. Elle inclut des produits d'impôts différés pour 0,4 M€, et une charge d'impôt courant sur les bénéfices de 7,0 M€. En 2013 la charge nette d'impôts consolidée s'établissait à 2,0 M€.

Le Résultat net consolidé de l'exercice 2014 des activités poursuivies s'établit ainsi bénéficiaire à 71,8 M€ contre 5,3 M€ constatés en 2013.

Le Résultat net des activités en cours de cession s'établit négatif à 4,9 M€ contre 0,4 M€ positif en 2013 correspondant au Résultat de Gurtner SA. Il intègre en 2014 une perte de valeur de 4,5 M€ nette d'impôt constatée sur la base du prix de cession des actions Gurtner SA.

Au final, le Résultat net consolidé de l'exercice 2014 s'établit positif à 66,9 M€ contre 5,7 M€ en 2013.

La Marge brute d'autofinancement s'établit positive à 17,5 M€ contre 16,4 M€ en 2013.

La contribution des différents Secteurs d'activité aux résultats consolidés d'ensemble est développée dans l'Annexe des Comptes Consolidés (Note 18).

Investissements du Groupe

En 2014, les investissements bruts globaux non financiers du Groupe se sont élevés à 18,9 M€ contre 11,0 M€ en 2013. Les investissements incorporels se sont élevés à 1,5 M€ (1,2 M€ en 2013) et corporels à 17,4 M€ (9,8 M€ en 2013).

Par Secteur, ces investissements se sont élevés :

- à 0,1 M€ contre 0,1 M€ en 2013 dans Gévelot Holding,
- à 13,4 M€ (dont en Allemagne 6,7 M€) contre 7,8 M€ en 2013 dans le Secteur Extrusion,
- à 5,4 M€ (dont en France 3,9 M€) contre 2,8 M€ en 2013 dans le Secteur Pompes.

Emplois

Les effectifs du Groupe au 31 décembre 2014, hors personnels temporaires, s'établissent à 1 452 personnes (dont 471 hors de France et 65 pour Amik Oilfield Equipment & Rental Ltd) contre 1 333 personnes (dont 431 hors de France) fin décembre 2013.

Structure bilantielle consolidée

Le total du bilan consolidé s'établit à 341,4 M€ contre 223,2 M€ à fin 2013, soit une progression de 118,2 M€.

L'Actif non courant à 87,1 M€ est en progression de 15,5 M€. Cette hausse est due aux variations des investissements nets pour 11,3 M€, à l'impact de l'acquisition d'AMIK Oilfield Equipment & Rentals Ltd pour 5,2 M€ (dont 4,6 M€ d'écart d'acquisition) et aux écarts de conversion de 1,0 M€, minorée par le reclassement des actifs du Secteur Mécanique (- 2,1 M€) retraités en cours de cession.

L'Actif courant à 254,3 M€ est en progression de 102,7 M€. Cette augmentation est due principalement à la progression de la Trésorerie brute pour + 99,2 M€, aux Stocks nets pour +8,4 M€, aux Créances et Autres Débiteurs pour + 0,1 M€ minorée par la variation des actifs ou activités en cours de cession pour - 5,0 M€.

Les Capitaux Propres à 200,0 M€ sont en progression de 66,9 M€ après prise en compte du Bénéfice net consolidé de l'exercice (66,9 M€), des écarts de conversion (+ 2,1 M€), des nouveaux intérêts minoritaires sur une acquisition récente (+ 1,8 M€). Ces variations positives sont minorées par le versement de dividendes à des Tiers (- 1,6 M€), acquisition de Titres en autocontrôle (- 0,7 M€) et par des Divers nets (- 1,6 M€).

Les Provisions pour risques et charges, à 11,1 M€ sont en progression de 2,8 M€ du fait principalement de la constatation de provisions sur risques qualité et des revalorisations sur indemnités de fin de carrière du personnel.

Les Dettes, à 130,3 M€, sont en progression de 48,6 M€, du fait principalement d'augmentations des dettes financières (+ 15,1 M€), des dettes d'exploitation (+ 10,6 M€), d'avances diverses (+ 21,2 M€), du retraitement des Passifs des activités en cours de cession (+ 3,8 M€) minorées par le repli des passifs d'impôts différés (- 1,2 M€), et des produits constatés d'avance (-1,0 M€).

Structure financière consolidée

La Structure financière est impactée favorablement par la cession de la participation canadienne. Elle intègre des actifs financiers courants, trésorerie et équivalents de trésorerie, déduction faite des emprunts auprès des établissements de crédit et des dettes financières diverses, et s'élève positive à 103,8 M€, en amélioration de 84,2 M€ par rapport à 2013 du fait de la hausse de la trésorerie nette pour 86,6 M€ et des actifs financiers courants pour 2,9 M€, partiellement compensée par la hausse de l'endettement financier pour 5,3 M€.

Au total, l'Actif courant s'élève à 254,3 M€ couvrant largement l'ensemble des dettes envers les Tiers à moins d'un an, d'un montant de 111,1 M€.

En synthèse, le ratio "Endettement/Capitaux Propres" s'établit à 23,5 % contre 24,1 % à fin 2013.

Le ratio "Endettement/Chiffre d'affaires" s'élève à 22,2 % contre 16,1 % en 2013.

Activité de la Société-Mère

Le Chiffre d'affaires de Gévelot S.A., Société-Mère, constitué de loyers et de prestations, s'est élevé à 3 337 K€ contre 2 665 K€ en 2013, soit une progression, à périmètre constant, de + 3,9 %.

Les loyers à 1 565 K€ sont en légère progression (+ 3,4 %) sur l'an passé du fait d'une année pleine sur la mise à disposition à des Tiers d'une surface de bureaux à Levallois-Perret.

Les prestations facturées à 987 K€, hors refacturations spécifiques de charges externes à une Filiale, sont en progression de 4,8 %.

Les Produits d'exploitation s'établissent ainsi à 3 787 K€ contre 3 123 K€, en progression de 3 % à périmètre constant.

Les charges d'exploitation s'élèvent à 3 358 K€. A périmètre identique, elles sont en progression de 4,4 %, progression due principalement à des charges d'entretien des biens immobiliers (Levallois-Perret et Site d'Offranville).

Le Résultat d'exploitation de l'exercice s'élève à 429 K€ contre 448 K€ en 2013.

Après prise en compte d'une dépréciation sur les Titres détenus dans le capital de Gévelot Extrusion pour 3 255 K€, le Résultat financier est positif de 118 K€ contre 571 K€ en 2013. Ce résultat intègre la contribution de Filiales en termes de dividendes qui s'élève à 3 205 K€, contre 2 054 K€ en 2013.

Le Résultat courant avant impôt ressort bénéficiaire de 547 K€ contre 1 019 K€ bénéficiaire en 2013.

Le Résultat exceptionnel, hors effet de l'intégration fiscale, est négatif de 184 K€ contre négatif de 498 K€ en 2013.

Après une charge d'impôt sur les Sociétés de 254 K€ et la constatation de 2 075 K€ d'économie d'impôt liée au régime d'intégration fiscale, le Bénéfice net social de Gévelot SA s'établit à 375 K€ contre 277 K€ en 2013.

Activité des Filiales de la Société-Mère

Les principales informations concernant les filiales de Gévelot SA présentées ci-après sont extraites des Comptes Sociaux établis selon les règles locales.

Données financières (en millions d'euros)

Filiales	Chiffre d'affaires	Résultat d'exploitation	Résultat financier	Résultat exceptionnel
Gévelot Extrusion SA	64,2	- 5,0	- 0,2	0,2
Dold K. (Allemagne)	48,7	4,1	- 0,1	- 0,5
PCM SA ⁽¹⁾	55,3	- 0,7	4,2	79,6 ⁽³⁾
Gurtner SA ⁽²⁾	12,2	- 0,1	-	- 0,4

Filiales	Résultat net	CAF	Invest. Industriels	Invest. Financiers
Gévelot Extrusion SA	- 4,3	- 0,9	6,2	-
Dold K. (Allemagne)	2,5	4,6	6,5	-
PCM SA ⁽¹⁾	77,5	- 0,5	2,5	13,3
Gurtner SA ⁽²⁾	- 0,5	- 0,3	0,3	-

(1) Nouveau périmètre après réorganisation juridique

(2) Filiale cédée le 25 février 2015

(3) Dont Plus-value de Cession de KUDU Industries Inc. (Canada) 74,8 M€

Effectifs au 31 décembre 2014

Filiales	Total (*)
Gévelot Extrusion	434
Dold K. (Allemagne)	288
PCM (France et Etranger)	636
Gurtner	88

(*) Personnel temporaire exclu

Activités du groupe en matière de recherche et de développement

Pour l'ensemble du Groupe, les dépenses de Recherche et de Développement se sont élevées en 2014 à 2,5 M€ dont des dépenses de développement de 0,8 M€ portées à l'actif consolidé dans le cadre des dispositions de la Norme IAS 38.

Secteur Extrusion

En 2014, sur un total de 1,6 M€ de dépenses, un montant de 0,6 M€ a été activé au titre des frais de Recherche et Développement. Pour Gévelot Extrusion, les programmes de développement de nouvelles familles de pièces ont été poursuivis, en particulier sur un arbre primaire de boîtes de vitesses et sur des mâchoires tubes pour colonnes de direction.

Ces frais ont généré un Crédit Impôt Recherche de 0,6 M€.

Secteur Pompes

Dans le cadre de la réorganisation juridique de ce secteur, le transfert de la propriété industrielle et des marques de produits dans une entité spécifique, PCM Technologies SAS, a été réalisé début juillet 2014.

Les partenariats avec les universités et les laboratoires pour renouveler et élargir les gammes de produits dans les mois à venir se sont poursuivis.

Pour l'exercice 2014 il n'y a pas eu d'activation au titre des frais de Recherche et Développement qui se sont élevés à 0,9 M€.

Ces frais ont généré un Crédit d'Impôt Recherche de 0,3 M€.

Secteur Mécanique

Pour l'exercice 2014 il n'y a pas eu d'activation au titre des frais de Recherche et Développement qui se sont élevés à 0,2 M€.

Les efforts ont porté sur la recherche de solutions innovantes pour les produits de la gamme gaz naturel, le développement d'une nouvelle génération de coffrets pour équipements gaz et sur des essais d'améliorations techniques pour les vapo-détendeurs.

Ces frais ont généré un Crédit Impôt Recherche de 0,1 M€.

Ce Secteur a été cédé en février 2015.

Perspectives du Groupe pour 2015

Après une année 2014 marquée dans le Secteur Pompes par des opérations exceptionnelles qui ont favorablement impacté le Résultat et la Structure financière du Groupe, les perspectives pour l'année 2015, dans des environnements sectoriels incertains pourraient conduire au maintien d'un Résultat courant positif.

Société-Mère

Le Chiffre d'affaires de Gévelot SA sera à nouveau constitué principalement de loyers provenant de Sites industriels de Gévelot Extrusion et de loyers sur des surfaces de bureau.

En termes de produits financiers, des dividendes devraient être perçus de nos filiales PCM SA et Dold K. sur un montant globalement supérieur à celui de l'an passé.

Le Résultat net devrait ainsi rester bénéficiaire, en amélioration sur l'an passé.

Secteur Extrusion

Le Marché Automobile devrait confirmer sa récente amélioration avec une hausse des volumes hors Europe et une stabilisation envisagée en Europe.

Ce Secteur finalisera, particulièrement en France, ses efforts de remise en état de son outil industriel.

La maturité des volumes livrés aux nouveaux clients pourrait permettre de compenser la baisse prévisionnelle d'activité liée à des arrêts de production non rentables. Les performances industrielles devront continuer de se rapprocher des standards automobiles.

Dans ces conditions, le retour à l'équilibre opérationnel pourrait être confirmé.

L'effort d'investissement en Allemagne, en termes de forgeage notamment et de diversification de clientèle, devrait permettre de conquérir de nouveaux marchés tout en continuant de dégager une rentabilité satisfaisante malgré un possible repli d'activité.

La filiale chinoise de Dold K. devrait constater une progression de son activité et atteindre l'équilibre opérationnel.

Secteur Pompes

L'incidence de la baisse du prix du baril ainsi que les aléas de l'évolution des parités monétaires et de la conjoncture économique générale risqueront d'affecter l'activité et la rentabilité de ce Secteur dans les mois à venir. Cependant, le bon niveau des prises de commande fin 2014 pourrait permettre de conserver en 2015 une activité du même ordre qu'en 2014.

La contribution au Résultat d'ensemble devrait rester positive.

Perspectives globales du Groupe

Le Résultat net consolidé du Groupe, hors éléments exceptionnels non encore déterminables à ce jour (valorisation d'Actifs, industriels ou financiers, Norme) devrait rester bénéficiaire.

Fonctionnement des Organes Sociaux

Les Administrateurs ont désigné début février 2015 Monsieur Mario Martignoni pour assurer les fonctions de Président-Directeur Général de Gévelot SA.

Ce dernier a confirmé Monsieur Philippe Barbelane en qualité de Directeur Général Délégué de Gévelot SA.

Le Conseil d'Administration est composé de sept Membres depuis le décès de Monsieur Paolo Martignoni le 31 janvier 2015.

Le Conseil d'Administration s'est réuni cinq fois en 2014.

Délégation en cours de validité

Dans le cadre de l'adoption le 19 juin 2014 de la dixième Résolution de l'Assemblée Générale Mixte, le Conseil d'Administration a reçu délégation de mise en œuvre d'un programme de rachat d'actions en vue d'annulation (rachat autorisé de 6 % des actions composant le Capital Social pour un montant total maximum de 3 Millions d'euros).

Cette autorisation court jusqu'au 19 décembre 2015.

Au 31 mars 2015, au global 16 459 actions ont été rachetées sur un cours moyen de 93,10 euros pour un montant global de 1 537 828,64 euros.

De même, la onzième Résolution adoptée lors de cette Assemblée Générale Mixte de juin 2014 avait confié au Conseil d'Administration délégation pour annulation des actions éventuellement rachetées.

Cette délégation qui court jusqu'au 19 juin 2016 n'a pas, à ce jour, été suivie d'effets.

Administrateurs et Mandataires Sociaux

Il sera proposé à cette même Assemblée, le renouvellement des mandats d'Administrateur de Madame Claudine BIENAIMÉ et de Messieurs Charles BIENAIMÉ et Pascal HUBERTY.

En application des dispositions de l'Article L 225-102-1 du Code de Commerce, nous vous rendons compte ci-dessous des fonctions exercées par chacun des Mandataires Sociaux de la Société Gévelot au cours de l'exercice écoulé.

Fonctions

Monsieur Paolo MARTIGNONI, Président-Directeur Général,

a exercé en 2014 et jusqu'au 31 janvier 2015 au sein du Groupe les fonctions suivantes :

Administrateur de Gévelot
Représentant Permanent de Gévelot, Administrateur de Gévelot Extrusion
Représentant Permanent de Gévelot, Administrateur de PCM
Représentant Permanent de Gévelot, Administrateur de Gurtner

Fonctions hors Groupe :

Président du Conseil d'Administration et Directeur Général de Sopofam

Monsieur Philippe BARBELANE, Directeur Général Délégué, exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

Administrateur de Gévelot Extrusion
Administrateur de PCM
Administrateur de Gurtner

Fonctions hors Groupe : néant

Monsieur Mario MARTIGNONI, Administrateur, exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

Président-Directeur Général et Administrateur de PCM
Administrateur de Gévelot Extrusion
Administrateur de Gurtner
Administrateur et Président du Conseil d'Administration de PCM Group Italia Srl
Administrateur de KUDU Industries Inc (Canada) jusqu'au 5 mai 2014
Administrateur d'AMIK Oilfield Equipment & Rentals Ltd (Canada) (à compter du 9 décembre 2014)

Fonctions hors Groupe :

Directeur Général Délégué et Administrateur de Sopofam

Madame Claudine BIENAIMÉ, Administrateur, exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

Administrateur de Gévelot Extrusion
Administrateur de PCM
Administrateur de Gurtner

Fonctions hors Groupe :

Membre du Conseil de Surveillance de Publicis Groupe SA
Membre du Comité d'Audit de Publicis Groupe SA
Membre du Comité de Rémunération de Publicis Groupe SA et par ailleurs :

Président-Directeur Général de la Société Immobilière du Boisdormant SA

Directeur Général Délégué de :

- Rosclodan SA
- Sopofam SA

Gérant de la SCI Presbourg Etoile

Madame Roselyne MARTIGNONI, Administrateur,
exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

Administrateur de Gévelot Extrusion
Administrateur de PCM

Fonctions hors Groupe :

Administrateur de Sopofam
Administrateur de Rosclodan
Administrateur de la S.A. Société Immobilière du Boisdormant
(fin de mandat courant 2014)

Monsieur Charles BIENAIMÉ, Administrateur,
exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

Administrateur de Gévelot Extrusion

Fonctions hors Groupe :

Directeur Général Délégué de la S.E.G.F.M (Société d'Etudes
et de Gestion Financière Meeschaert)
Directeur Général de Meeschaert Family Office (France)
Administrateur de Meeschaert Family Office (Belgique)
Membre du Directoire de la Financière Meeschaert
et par ailleurs :
Président - Directeur Général de Rosclodan

Monsieur Jacques FAY, Administrateur,
exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

Administrateur de Gévelot Extrusion
Administrateur de PCM
Administrateur de Gurtner

Fonctions hors Groupe :

Administrateur de la FIM (Fédération des Industries
Mécaniques)
Administrateur de Profluid

Monsieur Pascal HUBERTY, Administrateur,
n'exerce pas d'autre fonction au sein du Groupe

Fonctions hors Groupe :
Business Development Manager Division Groupe Coveris
Gérant de Société

Madame Armelle MARTIGNONI, Administrateur,
n'exerce pas d'autre fonction au sein du Groupe

Fonctions hors Groupe : néant

Conséquences sociales et environnementales de l'activité

Gévelot S.A., publie en annexe de son Rapport de Gestion un document consolidé relatif au Développement Durable, reprenant des informations en matière Sociales et Environnementales, conformément aux dispositions prévues par les Articles R. 225-104 et R. 225-105 du Code de Commerce.

Aucune société du Groupe, ne dépassant les seuils d'application définis par la Loi dite "Grenelle II" du 12 juillet 2010 et de son Décret d'application du 24 avril 2012, il n'y a pas, pour le Groupe Gévelot pour 2014, d'obligation de publier un Rapport (dit RSE) sur les Conséquences Sociales, Environnementales des activités du Groupe et sur ses engagements sociétaux en faveur du développement durable.

Gestion des Risques

Dans le cadre de la description des principaux risques auxquels le Groupe est confronté, les points suivants peuvent être retenus.

Risques Généraux

1. Risques Marchés

Le Groupe est positionné sur plusieurs Marchés distincts, ce qui limite son exposition aux variations d'un seul secteur.

Le Marché du Secteur Extrusion

L'activité du Secteur Extrusion se déroule dans le marché de l'automobile où les risques "marchés" sont de diverses natures :

- une stratégie d'approvisionnement de nos Donneurs d'ordres susceptible d'être affectée par leur stratégie globale d'alliances ou de participations croisées, les difficultés propres aux Constructeurs Français les conduisant à réexaminer leur structure capitalistique, leur capacité de production et à réduire leurs coûts.

- une prévision de baisse des ventes de véhicules neufs, effet de la conjoncture sur un marché structurellement sur-capacitaire en Europe. Cependant, nos fournitures sont parfois réexportées par nos clients vers leurs usines de montage dans des pays émergents (en Chine notamment),

- un marché qui se délocalise depuis plusieurs années vers les pays dits "Low Cost" avec deux conséquences : une perte de volumes lorsque des voitures ou sous-ensembles sont effectivement fabriqués à l'étranger ; une forte pression sur les prix de vente (et donc les marges), pression que nous devons affronter pour rester compétitif et éviter ces délocalisations et donc des pertes de marché. Cette situation se retrouve aussi bien en France (Gévelot Extrusion) qu'en Allemagne (Dold).

Le Marché du Secteur Pompes.

L'activité spécifique des Pompes Pétrole est sensible aux variations du prix du baril. De plus, la baisse constatée des prix pétroliers depuis quelques mois et le contexte géopolitique dans certains pays risqueront de freiner ou de différer les développements commerciaux attendus.

PCM s'est désengagée fin avril 2014 de son accord de fournitures avec la Société Canadienne Kudu Industries Inc. ; la cession de cette Participation est intervenue en mai 2014. De nouveaux accords commerciaux et technologiques ont été signés avec le Repreneur.

Les performances commerciales dans les domaines des autres pompes (Secteur Alimentaire et Secteur Industriel) sont généralement liées à l'activité économique, en France comme à l'Etranger.

2. Risques Pays

Le Groupe est exposé aux risques Pays pour une partie de son activité, principalement dans le domaine du Secteur Parapétrolier, du fait, notamment, de sa présence dans des zones à risques géopolitiques importants (Moyen Orient, Afrique et Amérique Latine).

Risques Financiers

De par ses activités, le Groupe est exposé à différentes natures de risques financiers. Ces risques sont liés aux activités industrielles et commerciales du Groupe, à ses besoins de financement ainsi qu'à sa politique d'investissement notamment à l'international. Ils sont principalement rattachés à des risques de variations de taux de change, de taux d'intérêt mais aussi à de brusques variations des prix des matières premières.

1. Risques financiers liés aux activités industrielles et commerciales

- Risques de change opérationnels

Le Groupe Gévelot est exposé dans ses activités industrielles et commerciales aux risques financiers pouvant résulter de la variation des cours de change de certaines monnaies du fait de la localisation de la plupart de ses sites de production en zone Euro et de ses zones de vente localisées dans le monde entier et impliquant des facturations en devises étrangères, principalement en Dollars US.

La gestion du risque de change de l'activité des Pompes et Technologies des Fluides est basée sur un principe de facturation des entités de production du Groupe aux entités de commercialisation dans la monnaie locale de ces dernières. Ces facturations inter-sociétés font l'objet d'une couverture de change à terme de leur règlement si les montants sont significatifs.

Le même principe est appliqué aux ventes hors Groupe, principalement dans le secteur des Pompes, pour la facturation en devises aux Clients. Des couvertures à terme sont mises en place dès la matérialisation d'une opération de vente en devises.

Le Groupe n'effectue pas d'opération de couverture de change ferme sur ses ventes futures ; la marge opérationnelle est donc sujette dans le futur à des variations en fonction de l'évolution des taux de change.

- Risques de change, Trésorerie, Equivalents de Trésorerie

L'évolution des parités des devises Nord-Américaines reçues lors de la cession de KUDU Inc au printemps 2014, a fait l'objet d'un suivi particulier et de placements (hors risques) sur des Etablissements bancaires de premier ordre. Début janvier 2015 tenant compte des conditions monétaires favorables, la moitié des devises reçues lors de cette transaction a fait l'objet d'un arbitrage en Euros. La partie conservée permettra d'assurer les développements locaux.

- Risques de variation de prix

Le Groupe est sensible aux variations des cours de ses matières premières, notamment l'acier dans le Secteur Extrusion. Afin de faire face à de futures variations qui pourraient impacter de manière significative la marge opérationnelle, le Groupe développe la multiplicité des sources d'approvisionnement et a recours quand cela lui est possible à des contrats contenant des clauses de variations de prix encadrées avec ses fournisseurs ou ses clients.

- Risques de crédit

Le Groupe accorde une attention particulière à la sécurité des paiements des biens et services qu'il délivre à ses Clients.

Pour le Secteur Extrusion, l'activité est concentrée sur un nombre restreint de Clients qui présentaient traditionnellement d'excellentes garanties financières. Par ailleurs, ce Secteur est relativement protégé par ses produits, difficilement interchangeables, souvent objets de procédures d'homologation longues et complexes, qui le positionnent en Fournisseur incontournable sur de courtes périodes.

Le Secteur Extrusion s'est recentré sur les marchés nationaux européens (France et Allemagne) qui présentent une faible exposition aux risques d'impayés. Lorsque cela est possible, ce Secteur recourt à l'Assurance-Crédit.

L'activité du Secteur Pompes présente relativement plus de risques. Les Clients Européens de PCM Europe SAS ne présentent pas de risques individuels significatifs et font généralement l'objet de procédures de recouvrement par des sociétés spécialisées.

Les grands Clients Export positionnés dans des zones à risques géopolitiques majeurs doivent faire l'objet d'un suivi spécifique.

2. Risques financiers liés aux opérations de financement

Le Groupe fait appel au Secteur bancaire pour les opérations de financement de ses activités industrielles et commerciales qui le nécessitent.

La Société Gévelot Extrusion maîtrise son endettement depuis plusieurs années. Pour les investissements industriels à venir, le financement par Crédit-Bail sera privilégié. La Société Dold K. pour ses développements internes et externes, pourra s'adosser, de plus, à une liquidité positive et, pour des investissements lourds, faire appel à du Crédit bancaire.

Les autres Sociétés du Groupe présentent une structure financière positive.

PCM avait néanmoins obtenu en 2013 des concours financiers lui permettant de financer, à l'avenir, son développement à l'international particulièrement en Amérique du Nord et au Proche-Orient.

- Risques de variation de taux

Lorsque cela s'avère nécessaire (montant d'emprunt significatif) le Groupe met en place des outils de couverture de variation des taux d'intérêts pour les emprunts à taux variables d'échéance longue et de montant important. Pour cela, le Service trésorerie du Groupe analyse le portefeuille et suggère aux Filiales les outils appropriés (Swap de taux) pour limiter les risques futurs dans des limites de coûts appropriés et maîtrisés.

Par sécurité, les financements obtenus depuis 2010 pour le Secteur Extrusion l'ont été principalement à taux fixe et à taux nul (BPI Financement pour l'aide à l'innovation).

3. Risques financiers liés aux opérations d'investissements réalisées à l'étranger

- Risques pays

Le Groupe détient des actifs dans des pays où la stabilité politique et économique n'est pas assurée ; ces actifs ne représentent toutefois qu'une part non significative des actifs de l'ensemble du Groupe.

- Risques de change

Le Groupe détient des investissements à l'étranger, et hors de la zone Euro, dont les actifs nets sont exposés au risque de conversion des devises. Ces actifs nets situés aux USA, en Chine et au Proche et Moyen-Orient, ne font pas aujourd'hui l'objet de couverture particulière.

Dettes Fournisseurs

(Article 24-11 de la Loi de Modernisation de l'Economie (LME) du 4 août 2008 et Décret 2008-1492 du 30 décembre 2008)

Les Dettes Fournisseurs et comptes rattachés (exploitation et immobilisations) de Gévelot SA d'un montant de 188 K€ à fin 2014 (190 K€ à fin 2013) se décomposent de la manière suivante :

Années	Echu	<31 jours	31 à 60 jours	>60 jours	Total
2014	27 K€	97 K€	21 K€	43 K€	188 K€
2013	21 K€	156 K€	5 K€	8 K€	190 K€

Affectation des résultats

Il sera proposé l'affectation des résultats suivante :

. Bénéfice de l'exercice :	375 269,16 €
. Report à nouveau antérieur :	863 374,04 €
- Total à répartir :	<u>1 238 643,20 €</u>
. Prélèvement sur le poste	
Autres Réserves :	+ 398 755,60 €
. Dividende :	<u>-1 637 398,80 €</u>
	<u>- 1 238 643,20 €</u>
. Solde du Report à nouveau après affectation :	<u>0,00 €</u>

En cas d'approbation de la répartition mentionnée ci-dessus, le dividende de 1,80 € par action, éligible à l'abattement de 40 % prévu pour les personnes physiques bénéficiaires et mentionné à l'Article 158.3.2° du Code Général des Impôts, sera mis en distribution à partir du 25 juin 2015. Il sera servi sur la base de 909 666 actions composant le Capital social.

En application de l'Article 243 bis du Code Général des Impôts, il est rappelé qu'il a été procédé à la distribution des dividendes suivants au cours des trois derniers exercices, ces dividendes étant intégralement éligibles à l'abattement de 40 % mentionné à l'Article 158.3.2° du Code Général des Impôts.

Exercice	Net	Crédit d'impôt	Nombre d'actions	
			servies	globales
2011	1,80	pm	909 666	912 166
2012	1,80	pm	909 666	909 666
2013	1,80	pm	899 456	909 666

Bourse

Pendant l'année 2014, le cours de l'action, sur NYSE Alternext Paris a évolué comme suit :

	Euros
Cours à fin 2013	62,99
Cours le plus bas	50,51
Cours le plus haut	136,00
Cours à fin 2014	128,00
Nombre de titres échangés en 2014 ⁽¹⁾	48 972
Nombre de titres échangés en 2013 ⁽²⁾	31 246

⁽¹⁾ dont rachat de 7 757 Actions pour annulation

⁽²⁾ dont rachat de 3 702 Actions pour annulation

A fin mars 2015, le cours de l'action était de 133,90 € avec un volume d'échange constaté depuis le début de l'année de 13 379 titres.

Actionnariat

Au 31 décembre 2014, la Société Gévelot est contrôlée à hauteur de plus des deux tiers du capital à travers principalement :

- La SOCIETE DE PORTEFEUILLE FAMILIAL (SOPOFAM), plus du tiers,
- Société ROSCLODAN, plus du vingtième.

Par ailleurs, le Fonds Commun de Placement STOCK PICKING France, la Société de gestion de portefeuille indépendante LA FINANCIERE DE L'ECHIQUIER et la Société CAPRIONA SAS détiennent chacune plus d'un vingtième du capital social.

Le Capital social se compose depuis juillet 2012 de 909 666 actions de 35 euros de nominal, soit 31 838 310 euros.

Informations sur les actions auto-détenues

Nombre d'actions auto-détenues en début d'exercice	3 702
Nombre d'actions achetées en 2014	7 757
Nombre d'actions vendues en 2014	0
Nombre d'actions annulées en 2014	0
Nombre d'actions auto-détenues à la clôture 2014	11 459
Frais de négociation 2014	2,1 K€
Cours moyen d'achat 2014	91,18 €
Cours moyen d'achat global 2013/2014	79,18 €
Valeur nominale du titre	35,00 €

Durant le premier trimestre 2015, 5 000 actions ont été acquises dans le cadre de ce programme pour un prix moyen de 125,00 euros.

Au global, à fin mars 2015, 16 459 actions étaient autodétenues à un prix moyen global de 93,10 euros.

Ces actions ont été acquises dans le cadre de l'autorisation donnée au Conseil d'Administration par l'Assemblée Générale du 19 juin 2014 (10^{ème} Résolution) pour permettre leur éventuelle annulation (11^{ème} Résolution).

Aucune des Sociétés contrôlées par Gévelot ne détient d'action de cette Société.

Le Capital de la Société ne fait l'objet d'aucune détention par le Personnel du Groupe, quels qu'en soient le cadre et l'origine.

MiddleNext

En terme de Gouvernance et faisant suite au transfert de cotation de notre Titre sur Alternext en 2011, Gévelot SA a adopté en avril 2014 le Code de Gouvernance d'Entreprise dédié aux valeurs moyennes "Middlenext" en lieu et place du Code Afep/Medef.

Projets de modifications concernant le Capital Social

Une Résolution à caractère extraordinaire sera proposée à la prochaine Assemblée Générale Mixte.

Augmentation de Capital réservée aux Salariés

Cette Résolution à caractère extraordinaire a pour objet une décision à prendre, conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'Article L. 225-129-6 du Code de Commerce, concernant une augmentation de Capital réservée aux Adhérents d'un Plan d'Epargne d'Entreprise du Groupe à créer le cas échéant.

Le Conseil d'Administration se tiendra à la disposition des Actionnaires pour tous renseignements complémentaires.

Charges non déductibles

(Loi du 12 juillet 1965 article 27)

Pour Gévelot S.A., les réintégrations de frais généraux dans le bénéfice fiscal imposable au cours de l'exercice 2014 se sont élevées à 43.704 € contre 28 617 € en 2013.

Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice

Holding

Monsieur Mario MARTIGNONI a été nommé en qualité de Président-Directeur Général de Gévelot SA lors du Conseil d'Administration du 10 février 2015.

Secteur Extrusion

Concernant la France, les premiers résultats du plan de remise à niveau des Presses de forgeage seront constatés sur le premier semestre 2015. Un complément d'intervention devra être initié en fonction des capacités financières d'investissement. Des investissements de productivité seront réalisés et la redéfinition du travail au poste réactualisée afin d'anticiper les départs de fin d'activité de personnel.

L'optimisation des charges de production intersites sera poursuivie.

En Allemagne, la diversification de clientèle sera poursuivie par de nouvelles actions commerciales. L'obtention de marchés de renouvellement à destination du client majeur sera également privilégiée.

En Chine, la Filiale de Dold poursuivra et amplifiera son activité d'usinage et de sous-traitance et, en parallèle, une activité de forgeage à froid sera implantée.

Secteur Pompes

Dans le domaine de l'Oil & Gas, sur le Continent Nord-Américain, les synergies sont en cours de déploiement avec la nouvelle entité acquise en fin d'année 2014.

En Asie Pacifique le renforcement commercial est en cours.

Des adaptations aux nouvelles contraintes liées à la chute des prix pétroliers seront engagées.

Au global, les investissements industriels et commerciaux seront poursuivis sur le territoire nord-américain ainsi qu'à l'international.

Secteur Mécanique

La cession de cette activité a été réalisée le 25 février 2015 à effet du 1^{er} janvier 2015 pour une valeur proche de celle figurant dans les comptes sociaux de Gévelot SA.

L'écart de valorisation de ce Secteur en Normes IFRS a été constaté sur l'exercice 2014.

Le dépôt de ce Rapport au Greffe du Tribunal de Commerce sera effectué conformément à la Loi.

Le Conseil d'Administration

Comptes Consolidés au 31 décembre 2014

Bilan consolidé au 31 décembre 2014

Référentiel I.F.R.S. ACTIF <i>(en milliers d'euros)</i>	Montant net au 31.12.2014	Montant net au 31.12.2013
Ecarts d'acquisition <i>Note 4</i>	5 189	952
Immobilisations incorporelles <i>Note 4</i>	4 642	4 848
Immobilisations corporelles <i>Note 4</i>	75 581	64 181
Actifs financiers non courants <i>Note 5</i>	1 661	1 632
TOTAL ACTIF NON COURANT (I)	87 073	71 613
Stocks et en-cours <i>Note 6</i>	45 495	37 110
Créances clients et comptes rattachés <i>Note 7</i>	45 321	43 640
Autres débiteurs <i>Note 8</i>	7 561	6 263
Créance d'impôt exigible <i>Note 14</i>	93	2 901
Actifs financiers courants <i>Note 5</i>	6 645	3 794
Trésorerie et équivalents de trésorerie <i>Note 9</i>	144 204	47 870
Actifs non courants détenus en vue de la vente	-	10 010
Activités destinées à être cédées ou en cours de cession <i>Note 27</i>	5 029	-
TOTAL ACTIF COURANT (II)	254 348	151 588
TOTAL GENERAL (I + II)	341 421	223 201

Référentiel I.F.R.S. PASSIF <i>(en milliers d'euros)</i>	Montant net au 31.12.2014	Montant net au 31.12.2013
Capitaux propres attribuables à la société consolidante	198 100	133 071
Capitaux propres attribuables aux intérêts ne conférant pas le contrôle	1 889	47
TOTAL DE L'ENSEMBLE DES CAPITAUX PROPRES (I)	199 989	133 118
Provisions non courantes <i>Note 11</i>	8 865	6 649
Passifs financiers non courants <i>Note 13</i>	17 847	14 568
Passif d'impôt différé <i>Note 14</i>	1 099	2 439
TOTAL PASSIF NON COURANT (II)	27 811	23 656
Dettes fournisseurs d'exploitation	27 233	26 286
Dettes fournisseurs d'immobilisations	1 518	1 342
Provisions courantes <i>Note 11</i>	2 295	1 654
Autres créditeurs <i>Note 10</i>	46 621	19 590
Passif d'impôt exigible <i>Note 14</i>	2 898	105
Passifs financiers courants <i>Note 13</i>	29 227	17 450
Passifs liés aux activités destinées à être cédées ou en cours de cession <i>Note 27</i>	3 829	-
TOTAL PASSIF COURANT (III)	113 621	66 427
TOTAL DETTES (II+III)	141 432	90 083
TOTAL GENERAL (I + II + III)	341 421	223 201

Les notes n° 1 à 27 font partie intégrante des états financiers consolidés.

Résultat consolidé au 31 décembre 2014

Référentiel I.F.R.S. COMPTE DE RESULTAT (en milliers d'euros)	Exercice 2014	Exercice 2013 (*)
Chiffre d'affaires	211 803	199 221
Autres produits de l'activité courante	4 667	2 577
Produits de l'activité courante	216 470	201 798
Charges opérationnelles courantes	(208 375)	(189 516)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	8 095	12 282
Autres produits opérationnels	64 665	26
Autres charges opérationnelles	251	(6 089)
RESULTAT OPERATIONNEL	73 011	6 219
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	927	328
Coût de l'endettement financier brut	(513)	(362)
Coût de l'endettement financier net	414	(34)
Autres produits financiers	7 000	1 850
Autres charges financières	(2 010)	(742)
RESULTAT FINANCIER	5 404	1 074
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS DES ENTREPRISES INTEGREES	78 415	7 293
(Charge) / produit d'impôt	(6 587)	(1 960)
RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES	71 828	5 333
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	-	-
RESULTAT NET DES ACTIVITES POURSUIVIES	71 828	5 333
Résultat net des activités destinées à être cédées ou en cours de cession	(4 897)	360
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	66 931	5 693
PART REVENANT AUX INTERETS NE CONFERANT PAS LE CONTRÔLE	38	4
RESULTAT REVENANT A L'ENTREPRISE CONSOLIDANTE	66 893	5 689
RESULTAT PAR ACTION DES ACTIVITES POURSUIVIES	79,69 €	5,87 €
RESULTAT PAR ACTION DES ACTIVITES DESTINEES A ETRE CEDEES	(5,44 €)	0,40 €

(*) Présentation de l'activité Mécanique sur une ligne distincte du compte de résultat (cf Note 1 D)

Le résultat par action se calcule en divisant le résultat attribuable aux actionnaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion des actions ordinaires achetées par le Groupe ou détenues comme actions propres. Il n'y a pas d'actions potentielles dilutives.

Le nombre d'actions ayant servi au calcul du résultat par action est de 900 814 pour l'exercice 2014 et 908 556 pour l'exercice 2013 (cf. Note n° 3 - Capital social).

Les notes n° 1 à 27 font partie intégrante des états financiers consolidés.

Résultat global 2014

Référentiel I.F.R.S.			Exercice	Exercice
(en milliers d'euros)			2014	2013
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE			66 931	5 693
A) Autres éléments de résultat des activités poursuivies :	Montant brut	Impôt produit / (charge)		
A.1) Eléments recyclables				
. Ecart de conversion	2 076	-	2 076	(472)
A.2) Eléments non recyclables				
. Gains / (Pertes) actuariel(le)s	(2 006)	613	(1 393)	302
. Réévaluation des Terrains et Constructions	-	-	-	(322)
B) Autres éléments de résultat des activités destinées à être cédées ou en cours de cession :				
. Eléments non recyclables des activités destinées à être cédées ou en cours de cession	(218)	75	(143)	-
Autres éléments de résultat nets d'impôt			540	(492)
RESULTAT GLOBAL			67 471	5 201

Tableau de variation des capitaux propres et intérêts minoritaires

(en milliers d'euros)	Capital (cf Note 3)	Titres auto-détenus (cf Note 3)	Ecart de réévaluation	Ecart de conversion	Réserves consolidées	Capitaux propres Part du Groupe	Part des Intérêts ne conférant pas le contrôle	Total des capitaux propres
SITUATION AU 31.12.2012	31 838	-	622	662	96 864	129 986	44	130 030
Opérations sur titres auto-détenus	-	(200)	-	-	-	(200)	-	(200)
Distributions (1,80 € par action de 35 €)	-	-	-	-	(1 638)	(1 638)	-	(1 638)
Variations de périmètre	-	-	-	-	(275)	(275)	-	(275)
Résultat global 2013	-	-	(322)	(471)	5 991	5 198	3	5 201
SITUATION AU 31.12.2013	31 838	(200)	300	191	100 942	133 071	47	133 118
Opérations sur titres auto-détenus	-	(707)	-	-	-	(707)	-	(707)
Distributions (1,80 € par action de 35 €)	-	-	-	-	(1 622)	(1 622)	-	(1 622)
Variations de périmètre (cf note 1 B)	-	-	-	-	-	-	1 729	1 729
Résultat global 2014	-	-	-	2 001	65 357	67 358	113	67 471
SITUATION AU 31.12.2014	31 838	(907)	300	2 192	164 677	198 100	1 889	199 989

Tableaux de flux de trésorerie consolidés au 31 décembre 2014

FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

(en milliers d'euros)

	31.12.2014	31.12.2013 (*)
OPERATIONS D'ACTIVITE		
Résultat net de l'ensemble consolidé	66 931	5 693
Résultat net des activités destinées à être cédées ou en cours de cession	(4 897)	360
Résultat net des activités poursuivies	71 828	5 333
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
- Amortissements et provisions	8 092	10 691
- Actualisation des actifs et passifs financiers	21	51
- Variation des impôts différés	(462)	207
- Plus ou Moins-values de cession, nettes d'impôt	(61 947)	165
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées (1)	17 532	16 447
Dividendes reçus des Sociétés mises en équivalence	-	-
Dividendes reçus des activités destinées à être cédées ou en cours de cession	1 003	51
- Variation des stocks	(7 457)	(1 899)
- Variation des créances clients	(748)	(1 000)
- Variation des autres créances opérationnelles	1 252	(1 866)
- Variation des dettes fournisseurs	111	4 872
- Variation des autres dettes opérationnelles	30 220	501
Variation du besoin en fonds de roulement	23 378	608
FLUX NET DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES POURSUIVIES	41 913	17 106
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
- Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(18 954)	(10 675)
- Acquisitions et augmentations d'immobilisations financières	(3 273)	(712)
Total	(22 227)	(11 387)
- Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles nettes d'impôt	232	83
- Cessions et diminutions d'immobilisations financières	41	579
Total	273	662
Variation du besoin en fonds de roulement et divers	190	692
Incidence des variations de périmètre	66 157	(275)
FLUX NET DE TRESORERIE SUR INVESTISSEMENTS DES ACTIVITES POURSUIVIES	44 393	(10 308)
OPERATIONS DE FINANCEMENT		
- Dividendes attribués aux actionnaires de la Société Mère	(1 622)	(1 638)
- Autres variations	(707)	(200)
Total	(2 329)	(1 838)
- Mise en place des emprunts et dettes financières	7 976	10 487
- Remboursements des emprunts et dettes financières	(4 150)	(3 728)
Variation des emprunts et dettes financières	3 826	6 759
Variation du besoin en fonds de roulement et divers	178	(178)
FLUX NET DE TRESORERIE SUR OPERATIONS DE FINANCEMENT DES ACTIVITES POURSUIVIES	1 675	4 743
Incidence du reclassement des activités destinées à être cédées ou en cours de cession	(1 812)	151
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE	86 169	11 692
Trésorerie à l'ouverture	33 921	22 365
Trésorerie à la clôture	120 533	33 921
Profits / (pertes) de change sur la trésorerie	(443)	136
	86 169	11 692

(*) Présentation de l'activité Mécanique sur une ligne distincte du compte de résultat (cf Note 1 D)

(1) Les impôts décaissés (nets des remboursements) au cours de l'exercice sont mentionnés dans la note 14.

**Annexe
des Comptes Consolidés
au 31 décembre 2014**

Annexe des Comptes Consolidés au 31 décembre 2014

Note n° 1 : Règles et Méthodes Comptables - Faits significatifs de l'exercice

En date du 14 avril 2015, le Conseil d'Administration a arrêté et autorisé la publication des états financiers consolidés de Gévelot SA au 31 décembre 2014.

Ces états financiers peuvent être modifiés tant que l'Assemblée Générale ne les a pas approuvés.

Les notes n° 1 à 27 ci-après font partie intégrante des états financiers consolidés. Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers d'euros.

A. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les Etats Financiers consolidés du Groupe Gévelot sont établis conformément aux principes et normes internationales d'évaluation et de présentation de l'information financière IFRS⁽¹⁾ (International Financial Reporting Standards), tels qu'adoptés par l'Union Européenne.

Les Etats financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros, l'Euro étant la monnaie fonctionnelle et de présentation du Groupe.

Les méthodes comptables exposées ci-après ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés.

Nouveaux textes d'application obligatoire

Au 31 décembre 2014, les nouveaux textes d'application obligatoire dans l'Union européenne et intégrés pour la première fois par le Groupe sont les suivants :

- IFRS 10 "Etats financiers consolidés". Cette norme propose une définition du contrôle reposant sur le pouvoir, l'exposition (et les droits) à des rendements variables et la capacité d'exercer ce pouvoir afin d'influer sur les rendements,
- IFRS 11 "Partenariats". Cette norme prévoit deux traitements comptables distincts selon qu'il s'agit d'une activité conjointe ou d'une coentreprise,
- IFRS 12 "Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités". Ce texte rassemble l'ensemble des informations à fournir en annexe au titre des filiales, partenariats, entreprises associées et entreprises structurées non consolidées,
- IAS 28 révisée "Participations dans des entreprises associées et des coentreprises".

Ces normes et les autres normes et interprétations publiées par l'IASB et adoptées par l'Union Européenne avec une entrée en vigueur au 1er janvier 2014 n'ont pas eu d'incidence pour le Groupe Gévelot.

Nouveaux textes applicables par anticipation

Le Groupe n'a appliqué aucun amendement et aucune norme ou interprétation par anticipation.

Le texte suivant, adopté par l'Union Européenne, sera applicable au Groupe à compter du 1^{er} janvier 2015 :

- IFRIC 21 « Taxes », qui fournit des indications sur la comptabilisation du passif au titre des taxes dues à des autorités publiques, applicable aux exercices ouverts à compter du 17 juin 2014. Le Groupe n'anticipe pas d'effet significatif de l'adoption d'IFRIC 21 sur ses comptes consolidés.

Nouveaux textes non encore adoptés par l'Union Européenne

L'impact potentiel des principaux textes publiés par l'IASB ou l'IFRIC mais n'ayant pas encore fait l'objet d'une adoption par l'Union Européenne en date de clôture est en cours d'analyse. Néanmoins, le Groupe ne s'attend pas à ce que les autres textes potentiellement applicables aux exercices ouverts au 1er janvier 2015 et au 1er janvier 2016 aient un impact significatif sur les comptes du Groupe.

Aucune application anticipée n'est envisagée à ce stade.

Présentation des comptes consolidés

Le Bilan est présenté sous la forme courant / non courant. Sont considérés comme courants, les actifs et passifs directement liés au cycle d'exploitation, d'une durée de douze mois. Les actifs et passifs financiers sont par nature classés en non courants à l'exception de leur quote-part à moins d'un an classée en courant.

Le Compte de résultat consolidé est présenté par nature en Charges et Produits.

1.1. Principes Comptables spécifiques à la Consolidation

1.1.1 Périmètre de consolidation

Les Etats financiers consolidés comprennent par intégration globale les comptes de Gévelot SA et des filiales sur lesquelles elle exerce, directement ou indirectement, un contrôle exclusif. La date de prise ou de cessation de contrôle détermine l'entrée ou la sortie du périmètre d'intégration globale.

Les Sociétés dans lesquelles Gévelot SA ne détient pas le contrôle exclusif sont mises en équivalence dans les cas où une influence notable est exercée.

1.1.2 Conversion des comptes exprimés en devises

Les Etats Financiers des Filiales étrangères sont convertis en euros de la manière suivante :

- les postes du Bilan sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice,
- les postes du Compte de Résultat sont convertis au taux moyen,

¹ Le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne peut être

consulté sur le site internet de la Commission Européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm)

- les flux de trésorerie sont convertis au taux moyen.

Les écarts de conversion inclus dans les Capitaux Propres consolidés résultent donc :

- de la variation entre les cours de clôture de l'exercice précédent et ceux de l'exercice en cours sur les Capitaux Propres d'ouverture,

- de la différence entre le taux de change moyen et le taux de change à la clôture, sur le résultat de la période et sur les autres variations des Capitaux Propres.

1.1.3 Transactions en devises

Les transactions en devises sont converties en euros en appliquant le cours de change en vigueur à la date de la transaction. Les Actifs et Passifs monétaires libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture, les différences de change qui en résultent étant comptabilisées au Compte de Résultat en produit ou en perte de change. Les Actifs et Passifs non monétaires libellés en devises étrangères sont comptabilisés au cours historique en vigueur à la date de la transaction.

Nota : les cours retenus sont indiqués en Note 2.

1.2 Principes Comptables spécifiques au Bilan

1.2.1 Regroupement d'entreprises

Les Regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition conformément à la Norme IFRS 3.

A la date d'acquisition, le goodwill est évalué comme étant l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs identifiables, passifs, et passifs éventuels acquis.

Les goodwill ne sont pas amortis. Ils font l'objet de tests de dépréciation chaque année ou plus fréquemment quand des événements ou des changements de circonstances indiquent qu'ils sont susceptibles de s'être dépréciés.

Toute dépréciation constatée est irréversible.

Les modalités des tests de dépréciation retenues par le Groupe sont décrites au paragraphe "Dépréciation des actifs non financiers" dans la Note 1.2.4.

1.2.2 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont comptabilisées au bilan à leur coût historique. Elles sont amorties de façon linéaire sur leur durée d'utilité.

Les actifs incorporels acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont enregistrés au bilan à leur juste valeur à la date d'acquisition.

Les frais de recherche sont inscrits en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus de même que les coûts de développement non activés qui ne remplissent pas les critères de capitalisation selon IAS 38.

Dans le Secteur Extrusion, des études sont engagées en vue de produire des pièces dans le cadre d'une commande spécifique reçue du client. Lorsqu'ils font l'objet contractuellement d'un financement par le client, ces coûts sont comptabilisés en immobilisations incorporelles à hauteur du montant non financé.

Ainsi, pour les frais de développement, leur inscription à l'Actif est obligatoire (IAS 38) dès que l'entreprise peut démontrer :

- que le projet est nettement identifié et les coûts de l'Actif ainsi immobilisé peuvent être individualisés et suivis de façon fiable, son intention et sa capacité technique et financière de mener le projet de développement à son terme,
- qu'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses engagées iront à l'entreprise.

Les immobilisations incorporelles, font l'objet d'un amortissement linéaire sur une durée d'utilisation prévue pour chaque catégorie de biens.

Durées d'utilité :

Frais de développement : durée de vie des projets sous-jacents, comprise généralement entre 3 et 15 ans.

Logiciels : durée d'utilisation des logiciels, entre 2 et 15 ans.

Autres (brevets,...) : sur des périodes qui correspondent à la durée d'utilisation prévue sans excéder 20 ans.

Les modalités des tests de dépréciation retenues par le Groupe sont décrites au paragraphe "Dépréciation des actifs non financiers" dans la Note 1.2.4.

1.2.3 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles, principalement composées de Terrains, Constructions, Installations Techniques et Matériels de production, sont comptabilisées pour leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur, conformément à la Norme IAS 16.

Le Groupe Gévelot a opté pour la méthode de la réévaluation périodique de ses terrains et constructions à vocation administrative ou Commerciale et situés sur un marché suffisamment actif. Les amortissements des constructions sont basés sur la durée d'utilité et la réévaluation périodique de la valeur nette par rapport à une valeur de marché est estimée par un évaluateur professionnel qualifié. Ces évaluations ont lieu tous les trois ans sauf si, avant expiration de ce délai, une fluctuation de la juste valeur des actifs concernés nécessite une nouvelle expertise.

Pour ses autres immobilisations corporelles, notamment les terrains et constructions à vocation industrielle, le Groupe a décidé de ne plus pratiquer de réévaluation périodique au regard de la difficulté d'estimer ces biens sans tenir compte de leur activité. Leur valeur brute correspond à leur coût d'acquisition (ou à la dernière valeur réévaluée en date du 31 décembre 2007) diminué des amortissements cumulés et ne fait plus l'objet d'aucune réévaluation à compter du 1^{er} janvier 2008.

Dans le Secteur Extrusion, des outillages spécifiques sont achetés ou fabriqués en vue de produire des pièces dans le cadre d'une commande spécifique reçue du client. Lorsqu'ils font l'objet contractuellement d'un financement par le client, ces coûts sont comptabilisés en immobilisations corporelles à hauteur du montant non financé.

Prix de revient des Immobilisations

Les frais d'acquisition directement attribuables des immobilisations sont incorporés au coût d'acquisition de ces immobilisations pour leur montant brut d'impôts.

Selon le traitement de référence d'IAS 23, antérieur à l'application effective de sa révision, les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Location-financement

Les biens dont le Groupe a la disposition par contrat de location-financement, sont traités dans le Bilan et le Compte de Résultat consolidé comme s'ils avaient été acquis par emprunt lorsque le contrat a pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens. En conséquence, les postes d'immobilisations corporelles ont reçu les montants financés à l'origine par le bailleur, en contrepartie d'un "emprunt" inscrit au Passif.

Les annuités de loyer sont éliminées et remplacées :

- par une dotation aux amortissements correspondant aux immobilisations concernées,
- par une charge financière relative à l'emprunt.

Les biens en contrat de location financement sont amortis de façon linéaire sur leur durée de vie utile estimée de manière similaire aux autres immobilisations de même nature ou sur la durée du contrat si celle-ci est inférieure et si la Société n'a pas la certitude d'en devenir propriétaire à l'échéance.

Amortissements

Les Amortissements sont calculés linéairement au niveau des composants ayant des durées d'utilisation distinctes qui constituent ces immobilisations et correspondent en général aux durées d'utilité suivantes :

- Terrains : non amortissables,
- Constructions (gros œuvre, aménagements, ravalements, étanchéité) : 10 à 40 ans,
- Installations Techniques, Matériels et Outillages industriels : 3 à 40 ans, sauf exceptions,
- Matériel informatique : 3 à 5 ans.

Les valeurs résiduelles et les durées d'utilité des actifs comptabilisés à leurs coûts historiques sont revues à chaque clôture. Les pertes ou les profits sur cession d'actifs sont déterminés en comparant les produits de cession à la valeur comptable de l'actif cédé. Ils sont comptabilisés au compte de résultat dans la rubrique « autres produits et charges opérationnels ».

1.2.4 Dépréciation des actifs non financiers

Les actifs ayant une durée d'utilité indéterminée et les goodwill ne sont pas amortis et sont soumis à un test de dépréciation au minimum une fois par an et à chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur. Les autres actifs amortissables sont soumis à un test de dépréciation lorsqu'en raison d'événements ou de circonstances particulières, la valeur recouvrable est susceptible d'être inférieure à la valeur comptable

La liste non exhaustive des indices externes ou internes à l'origine de cette estimation est la suivante :

- Indices externes :
 - baisse plus que la normale de la valeur de marché,
 - changements importants dans l'environnement technique, économique ou juridique, ayant un effet négatif sur l'entreprise,
 - augmentation des taux d'intérêt,
- Indices internes :
 - obsolescence ou dégradation physique non prévue par le plan d'amortissement,
 - performances économiques inférieures aux prévisions,
 - changements importants dans le mode d'utilisation de l'actif.

La dépréciation est comptabilisée à hauteur de l'excédent entre la valeur comptable et la valeur recouvrable. Le test de dépréciation est réalisé le cas échéant au niveau des actifs pris individuellement ou au niveau des UGT (Unités Génératrices de Trésorerie) lorsque les actifs ne peuvent être évalués individuellement. Pour les besoins des tests de dépréciation, les goodwill qui ne peuvent être testés individuellement sont regroupés au sein du groupe d'UGT au niveau duquel sont appréciées les synergies du regroupement d'entreprises.

La valeur recouvrable d'un actif (d'une UGT ou d'un groupe d'UGT) est la valeur la plus élevée entre son prix de vente net et sa valeur d'utilité.

Le prix de vente net est le montant qui peut être obtenu de la vente d'un actif lors d'une transaction dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes, diminué des coûts de sortie.

La valeur d'utilité est la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus de l'utilisation continue d'un actif estimée sur la base des plans ou budgets établis sur 3 ans maximum. Au-delà les flux sont extrapolés à l'infini par application d'un taux de croissance constant ou décroissant.

Le Groupe a défini ses Unités Génératrices de Trésorerie comme suit :

- Extrusion : chaque Société et chaque unité de production ont été considérées comme une UGT indépendante. Les actifs de support communs à une Société ont été répartis proportionnellement sur les Unités de production de cette Société,
- Pompes : chaque Société a été considérée comme une UGT indépendante,

Pour chaque activité, un taux d'actualisation spécifique a été déterminé (voir note N°4).

Ces taux d'actualisation correspondent aux taux du rendement de placements sans risques, corrigés d'une prime de risque du marché "Actions", et de risques spécifiques liés à l'activité.

1.2.5 Actifs financiers

Les actifs financiers sont principalement constitués de prêts et de créances, ainsi que de placements dont l'échéance est supérieure à trois mois et qui ne sont pas reconnus comme de la Trésorerie.

Ils se composent essentiellement de dépôts de garantie et de prêts accordés dans le cadre des aides à la construction.

Ils sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Les prêts et créances à long terme non rémunérés ou rémunérés à un taux inférieur à celui du marché sont, lorsque les sommes sont significatives, actualisés.

Les dépréciations éventuelles sont enregistrées en résultat.

Les actifs financiers sont initialement comptabilisés au coût qui correspond à la juste valeur du prix payé augmenté des coûts d'acquisition.

Clients et autres Créances d'exploitation

Les créances sont initialement comptabilisées à leur juste valeur (généralement égale au montant facturé), puis ultérieurement évaluées à leur coût amorti avec la méthode du taux d'intérêt effectif, déduction faite des provisions pour dépréciation.

Les créances clients sont maintenues à l'Actif du Bilan tant que l'ensemble des risques et avantages qui leur sont associés ne sont pas transférés à un Tiers.

Des provisions pour dépréciations sont constituées si des risques de non-paiement spécifiques apparaissent sur des créances détenues par les sociétés du Groupe.

Par ailleurs, les créances anciennes non réglées peuvent faire l'objet de dépréciations portant sur toute ou partie de la créance.

Les dépréciations (ou reprises de dépréciations) sont enregistrées dans les postes de produits et charges opérationnels courants.

1.2.6 Stocks et travaux en cours

Selon la Norme IAS 2 "Stocks", le coût des stocks doit comprendre l'ensemble des coûts d'acquisition, coûts de transformation et autres coûts encourus pour mettre les stocks à disposition ; les rabais commerciaux, remises et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer le coût d'acquisition.

Les stocks sont évalués selon la méthode du prix ou du coût moyen pondéré.

Les stocks sont valorisés au plus faible de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation.

La valeur nette de réalisation est égale au prix de vente estimé net des coûts restant à encourir pour l'achèvement des produits et la réalisation de la vente.

Les stocks ne comprennent pas de coût d'emprunt.

Les matières premières, marchandises et autres approvisionnements sont évalués suivant les méthodes ci-après, selon les Sites : dernier prix d'achat connu, coût unitaire moyen pondéré.

Les produits fabriqués (en-cours et produits finis) sont valorisés à leur coût de production comprenant :

- Le coût des matières consommées,
- Les charges directes de production,
- Les charges indirectes de production dans la mesure où elles peuvent être raisonnablement rattachées à la production du bien.

Dans le cas où la valeur nette de réalisation devient inférieure à la valeur comptable une provision est constituée pour le montant de la différence.

Dans le Secteur Extrusion des études sont engagées et des outillages spécifiques sont fabriqués ou achetés en vue de produire des pièces dans le cadre spécifique d'une commande reçue d'un client. Lorsqu'ils font l'objet contractuellement d'un financement par le client, les coûts encourus pour les études et les outillages sont enregistrés en stocks de travaux en cours à hauteur du montant financé.

1.2.7 Trésorerie et équivalents de Trésorerie

La Trésorerie et les équivalents de Trésorerie comprennent les liquidités et les placements à court terme (moins de trois mois), liquides et sans risque de perte de valeur.

Les supports utilisés, auprès de grandes institutions financières, sont constitués, soit de dépôts bancaires à terme, soit de titres d'OPCVM de type monétaire sans risques spécifiques identifiés.

1.2.8 Capitaux Propres

Le Groupe vise à maintenir une bonne rentabilité de son capital tout en conservant une sécurité dans ses choix de gestion. La société consolidante n'a pas mis en œuvre de délégation intéressant les instruments de capitaux propres. Le Groupe n'est pas soumis à des contraintes externes particulières concernant le capital des entités qui le compose.

Tous les titres d'autocontrôle détenus par le Groupe sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Le produit de la cession éventuelle des actions d'autocontrôle est imputé directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins-values de cession n'affectent pas le résultat net de l'exercice.

1.2.9 Provisions

Engagements de retraite et assimilés

Sur la base des législations et pratiques nationales, il existe dans le Groupe différents régimes de retraite au bénéfice de certains salariés.

Les régimes de retraite, les indemnités assimilées et autres avantages sociaux qui sont analysés comme des régimes à prestations définies (régime dans lequel le Groupe s'engage à garantir un montant ou un niveau de prestation définie) sont comptabilisés au Bilan sur la base d'une évaluation actuarielle des engagements à la date de clôture selon la méthode des unités de crédit projetées, diminuée de la juste valeur des actifs du régime

y affèrent qui leur sont dédiés. Les cotisations versées au titre des régimes qui sont analysés comme des régimes à cotisations définies, c'est-à-dire lorsque le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de cotisations, sont comptabilisées en charges de l'exercice.

En France, le Groupe a pris des engagements vis-à-vis de ses salariés en matière de retraite. Ces engagements sont évalués conformément à IAS 19 et prennent en compte les charges sociales y afférentes.

En application des règles locales, la Filiale allemande Dold fait face aux engagements sociaux qu'elle assume vis-à-vis de ses salariés dans le cadre de contrats conclus avec des sociétés d'assurance.

Le Groupe comptabilise une provision égale aux engagements, nets de la juste valeur des actifs financiers du régime.

Les écarts actuariels proviennent des distorsions entre les hypothèses utilisées et la réalité ou la modification des hypothèses de calcul des engagements et des actifs affectés à leur couverture :

- taux de rotation des personnels,
- taux d'augmentation des salaires,
- taux d'actualisation,
- taux de mortalité,
- taux de rendement des actifs.

Autres engagements sociaux

Les primes versées à l'occasion de la remise des médailles nationales du travail ou dans le cadre d'accord d'entreprise propre font l'objet d'une provision. Cette dernière est évaluée en tenant compte des probabilités que les salariés atteignent l'ancienneté requise pour chaque échelon et est actualisée.

Autres provisions

Une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, dont le montant peut être estimé de manière fiable, et dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressources représentative d'avantages économiques pour le Groupe sans contrepartie au moins équivalente. Les provisions correspondent à des risques et charges identifiés de manière spécifique.

Les autres provisions non courantes font l'objet d'une actualisation si l'effet est significatif.

Les passifs éventuels correspondent à des obligations potentielles résultant d'événements passés dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'événements futurs incertains qui ne sont pas sous le contrôle de l'entité ou à des obligations actuelles pour lesquelles une sortie de ressources n'est pas probable. Ces passifs éventuels ne sont pas comptabilisés au Bilan, à l'exception de ceux correspondant à un regroupement d'entreprises. Ils font l'objet d'une information dans les engagements hors bilan.

1.2.10 Passifs financiers

Les emprunts sont comptabilisés au coût amorti, sauf dans le cadre de la comptabilité de couverture (ci-après Instruments dérivés et comptabilité de couverture).

Les frais et primes d'émission et les primes de remboursement sont présentés en diminution des emprunts et sont pris en compte dans la détermination du taux d'intérêt effectif.

Instruments dérivés et comptabilité de couverture

Tous les instruments dérivés (swaps) sont comptabilisés au Bilan à leur juste valeur et toute variation de leur juste valeur est comptabilisée en résultat.

Le Groupe utilise la possibilité offerte par la Norme IAS 39 d'appliquer la comptabilité de couverture :

- en cas de couverture de juste valeur (emprunt à taux fixe swappé à taux variable par exemple), la dette est comptabilisée pour sa juste valeur à hauteur du risque couvert et toute variation de juste valeur est inscrite en résultat. La variation de la juste valeur du dérivé est également inscrite en résultat. Si la couverture est totalement efficace, les deux effets se neutralisent parfaitement.
- en cas de couverture de flux de Trésorerie (emprunt à taux variable swappé à taux fixe par exemple), la variation de la juste valeur du dérivé est inscrite en capitaux propres pour la partie efficace avec reprise en résultat symétriquement à la comptabilisation des flux couverts, et en résultat pour la partie inefficace.

La juste valeur des instruments financiers est déterminée par référence à un cours coté sur un marché actif lorsqu'il existe ou à un cours de marché. A défaut, elle est calculée par un expert indépendant. La juste valeur des dérivés est obtenue auprès des contreparties bancaires.

La juste valeur des actifs et passifs financiers courants est assimilable à leur juste valeur au bilan compte tenu de leur échéance à court terme.

1.2.11 Impôts Différés

Conformément à la Norme IAS 12 « Impôts sur les résultats », des impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales en appliquant les taux d'impôts et les règles fiscales en vigueur à cette date ou qui seront applicables lorsque la différence temporaire se résorbera.

Les allègements d'impôts futurs découlant de l'utilisation des reports fiscaux déficitaires ne sont reconnus que lorsque leur réalisation est probable.

Les actifs et passifs d'impôts différés, quelle que soit leur échéance, ont été compensés lorsqu'ils concernent une même entité fiscale si l'entité a l'intention, soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Conformément à la Norme IAS 12, les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

1.3 Principes Comptables spécifiques au Compte de Résultat

1.3.1 Produits des activités ordinaires

Conformément à la Norme IAS 18 "Produits des activités ordinaires" les ventes de biens, diminuées des escomptes consentis, sont comptabilisées en chiffre d'affaires à la date de

transfert de la propriété qui transfère à l'acquéreur les risques et les avantages économiques du bien. En général ce transfert a lieu lors de la livraison du bien.

Dans le Secteur Extrusion, des études sont engagées et des outillages spécifiques sont achetés ou fabriqués en vue de produire des pièces dans le cadre d'une commande spécifique reçue du client. Lorsqu'ils font l'objet contractuellement d'un financement par le client, ce financement entre dans le périmètre des « Produits des activités ordinaires » définis par la norme IAS 18. Le produit est constaté en chiffre d'affaires au rythme des étapes techniques validées par le client.

1.3.2. Résultat Opérationnel Courant et Résultat Opérationnel

La Norme IAS 1 prévoit de faire figurer un nombre minimum de rubriques :

- Résultat opérationnel,
- Charges financières,
- Quote-part de résultat dans les Sociétés mises en équivalence,
- Résultat des activités arrêtées ou en cours de cession,
- Charges d'impôt,
- Profit ou perte (ventilé entre part du Groupe et Minoritaires).

Par conséquent le Résultat Opérationnel peut être défini par la différence entre l'ensemble des charges et produits ne résultant pas des activités financières, des sociétés mises en équivalence, des activités arrêtées ou en cours de cession et de l'impôt.

Le Résultat Opérationnel comprend la Contribution Economique Territoriale (CET) qui remplace la taxe professionnelle à partir du 1^{er} janvier 2010. La CET comprend deux composantes : la Contribution Foncière des Entreprises (CFE) et la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE). La CFE est assise sur la valeur locative des biens passibles de taxe foncière. La CVAE est égale à 1,5% de la valeur ajoutée. La CET est plafonnée à 3% de la valeur ajoutée. Dès lors que la valeur ajoutée dégagée par les activités françaises du Groupe est beaucoup plus importante que le résultat imposable de ces mêmes activités la qualification donnée à la CET par le Groupe est celle d'une charge opérationnelle plutôt que d'un impôt sur le résultat, d'où son classement en Résultat Opérationnel, tout comme la taxe professionnelle l'était jusqu'en 2009.

Crédits d'Impôts Compétitivité Emploi et Crédits d'Impôts Recherche

Les sommes acquises au titre des Crédits d'Impôts Compétitivité Emploi des sociétés françaises du Groupe viennent minorer le montant des charges de personnel.

Les Crédits d'Impôts Recherche des sociétés françaises du Groupe sont inscrits en résultat opérationnel, dans le poste «subventions d'exploitation».

Par option, le Groupe Gévelot a choisi de présenter un Résultat Opérationnel Courant défini comme la différence entre le Résultat Opérationnel total tel que vu précédemment et les "Autres Produits et Charges Opérationnels" qui représentent les événements inhabituels et peu fréquents. Ils sont définis de manière très limitative mais ne peuvent pas être qualifiés d'exceptionnels ou d'extraordinaires. Ils représentent pour l'essentiel le résultat des opérations de cession d'immobilisations,

les pertes de valeur sur actifs non courants, les charges de restructuration ainsi que le coût des litiges sociaux.

Le Résultat Opérationnel Courant est un solde de gestion qui doit permettre de faciliter la compréhension de la performance de l'Entreprise.

1.3.3 Charges financières

1.3.3.1 Coût de l'endettement financier net

Le coût de l'endettement financier net est constitué de l'ensemble des résultats produits par les éléments constitutifs de l'endettement financier net pendant la période (Emprunts et placements bancaires, résultats des opérations sur Valeurs Mobilières de Placement).

1.3.3.2 Autres produits et charges financiers

Les autres produits et charges correspondent essentiellement aux résultats des opérations de couverture de taux et de change.

1.4 Information Sectorielle

En application de la Norme IFRS 8, l'information sectorielle est présentée par secteurs d'activité définis selon les systèmes internes d'organisation et sur la structure de gestion du Groupe.

Les secteurs d'activité du Groupe Gévelot ont été définis comme suit :

- Extrusion à froid & Usinage,
- Pompes / Technologies des Fluides,

Les éléments de Gévelot S.A., qui ne peuvent pas être affectés directement à un secteur opérationnel tel que défini ci-dessus, sont positionnés en "autres activités".

B. FAITS SIGNIFICATIFS

Au cours du 2^{ème} semestre 2013, la décision avait été prise de céder la participation (45%) détenue par la filiale PCM SA dans la société canadienne Kudu Industries Inc. En conséquence, dans le bilan consolidé 2013, les titres de cette société présentés antérieurement en "Participations dans les entreprises associées" (société mise en équivalence) avaient été reclassés en "Actifs non courants détenus en vue de la vente" pour leur valeur comptable au 31 décembre 2012, soit 10 010 K€.

Dans le cadre de la mise en œuvre d'un pacte liant les actionnaires de la société canadienne KUDU, notre filiale PCM SA a reçu fin mars 2014 une offre d'achat de sa participation de 45 % du capital de KUDU émanant des actionnaires majoritaires de cette dernière pour une somme globale de 112,5 MCAD (soit environ 75 M€) valorisant 100 % du capital de KUDU pour une somme de 250 MCAD (soit environ 167 M€) assortie d'un Earn Out de 10 MCAD (7 M€), qui est valorisé à nul à fin 2014 au regard du contexte économique actuel.

En application des dispositions de ce pacte, notre filiale PCM SA a décidé de refuser l'offre d'achat et, en revanche, d'acquiescer les 55 % du capital de KUDU détenus par les actionnaires majoritaires pour un prix de 137,5 MCAD (soit environ 92 M€) déterminé sur les mêmes bases de valorisation que leur offre initiale.

L'offre d'achat de PCM SA a été formulée le 22 avril 2014 dans le délai stipulé par le pacte. A l'issue de cette opération, PCM SA a cédé la totalité des actions à un tiers.

Cette cession a ainsi été réalisée en mai 2014 et a eu de forts impacts sur les Comptes du Groupe. Le Résultat de cession avant impôt, soit 64,6 M€, figure dans le Résultat opérationnel.

Fin juin 2014, le Conseil d'Administration a donné son accord pour négocier au mieux la sortie de Gurtner du périmètre du Groupe. Une offre de reprise pour 1,2 M€ a été présentée au Conseil d'Administration d'octobre 2014 et acceptée par lui. Cette cession a été finalisée courant février 2015. Le Groupe a appliqué les modalités d'IFRS 5 à compter du 30 juin 2014 et reclassé à cette date les actifs et passifs de cette Société sur une ligne distincte du bilan après s'être assuré que le test de valeur ne générerait pas de nouvelles dépréciations. Ce reclassement a entraîné la constatation d'une perte de valeur de 4,5 M€ nette d'impôt sur la base du prix de cession.

PCM SA a acquis en décembre 2014, 75% des titres de la société Amik Oilfield Equipment & Rentals dans le cadre du redéploiement de son activité au Canada. Cette acquisition a été réalisée au prix de 7,6 MCAD (5,7 M€) et a généré un écart d'acquisition provisoire de 5,9 MCAD (4,0 M€). L'allocation de ce dernier sera finalisée fin 2015. La valorisation de cette société a entraîné une augmentation de 1,8 M€ de la part des capitaux propres attribuables aux intérêts ne conférant pas le contrôle à fin 2014.

C. ESTIMATIONS ET JUGEMENTS DETERMINANTS

La préparation de comptes consolidés conformes aux normes IFRS nécessite la prise en compte d'hypothèses et d'estimations qui affectent les montants d'actifs et de passifs figurant au bilan, les passifs éventuels mentionnés dans l'annexe, ainsi que les charges et les produits du compte de résultat. Ces estimations et hypothèses sont effectuées par la Direction sur la base de son expérience passée et de divers autres facteurs jugés raisonnables; l'environnement économique et financier actuel rendant toutefois difficile l'appréhension des perspectives d'activité. Il est possible que les montants effectifs se révélant ultérieurement soient différents des estimations et des hypothèses retenues. Ces hypothèses et ces estimations concernent essentiellement :

a) Evaluations retenues pour les tests de perte de valeur

Les hypothèses et estimations qui sont faites pour déterminer la valeur recouvrable des goodwill, des immobilisations incorporelles et corporelles portent en particulier sur les perspectives de marché nécessaires à l'évaluation des flux de trésorerie et les taux d'actualisation retenus. Toute modification de ces hypothèses pourrait avoir un effet significatif sur le montant de la valeur recouvrable desdits actifs. Les principales hypothèses retenues par le Groupe sont décrites en note 4.3.

b) Evaluation des engagements de retraite

Le Groupe participe à des régimes de retraite à cotisations ou à prestations définies. Les engagements liés à ces derniers sont comptabilisés sur la base de calculs actuariels reposant sur des hypothèses telles que le taux d'actualisation, les augmentations futures de salaires, le taux de rotation du personnel, le taux de mortalité et le taux de rendement des actifs. Les modalités d'évaluation sont précisées en note 1.2.9 et les hypothèses retenues en note 12. Le Groupe estime que les hypothèses actuarielles retenues sont appropriées et justifiées dans les conditions actuelles. Toutefois ces engagements sont susceptibles d'évoluer en cas de changement d'hypothèses.

c) Evaluation de la juste valeur

Les terrains et bâtiments à usage administratif ou commercial sont réévalués périodiquement par des experts indépendants. Entre chaque expertise, le Groupe vérifie l'absence d'indices laissant envisager des pertes de valeurs.

En outre, comme précisé en note 20, les instruments financiers évalués à la juste valeur le sont par référence aux prix cotés sur un marché actif.

D. Modifications apportées aux comptes antérieurement publiés

La cession de Gurtner met fin à l'activité Mécanique du Groupe. En conséquence, le Groupe a appliqué les dispositions relatives aux "activités abandonnées" de la Norme IFRS 5 et présenté séparément sur une ligne distincte du compte de résultat la contribution de cette entité pour l'ensemble des périodes présentées (cf. Note 27).

Les informations requises par la Norme IFRS 5 sont présentées au sein des différentes notes concernées et en Note 27 "Activités destinées à être cédées ou en cours de cession".

E. Evénements postérieurs à la clôture du Bilan

La cession de Gurtner a été réalisée le 25 février 2015 à effet du 1^{er} janvier 2015 pour une valeur proche de celle figurant dans les comptes sociaux de Gévelot SA.

L'écart de valorisation de ce Secteur en Normes IFRS a été constaté sur l'exercice 2014.

Note n° 2 : Informations relatives au périmètre de consolidation

Gévelot S.A., société anonyme au capital de 31 838 310 euros, est la société consolidante du Groupe Gévelot. Elle est cotée sur Alternext et immatriculée en France sous le numéro 562088542 RCS Nanterre.

2.1. Périmètre de consolidation au 31 décembre 2014

Ont été consolidées selon la méthode d'intégration globale :

SOCIETES	SIEGE	N° SIREN N° SIRET	% de contrôle		% d'intérêts
			au 31.12.2014	au 31.12.2013	au 31.12.2014
HOLDING					
Gévelot S.A.	6, boulevard Bineau 92300 Levallois-Perret (France)	562088542 56208854200369			
EXTRUSION A FROID & USINAGE					
Gévelot Extrusion S.A.	6, boulevard Bineau 92300 Levallois-Perret (France)	399198951 39919895100010	99,99	99,99	99,99
Dold Kaltfließpressteile GmbH	Langenbacher Strasse 17/19 78147 Vöhrenbach (Allemagne)		100,00	100,00	100,00
Suzhou Dold Automobile Components Manufacturing Co. Ltd.	Ping Wang Ecological Park Ping Wang Town - Lu Zhong Road 215221 Wujiang City - Jiangsu Province (Chine)		100,00	100,00	100,00
POMPES / TECHNOLOGIE DES FLUIDES					
PCM S.A.	6, boulevard Bineau 92300 Levallois-Perret (France)	572180198 57218019800184	99,99	99,99	99,94
PCM Technologies S.A.S.	6, boulevard Bineau 92300 Levallois-Perret (France)	802419960 80241996000017	99,99	-	99,94
PCM Europe S.A.S.	6, boulevard Bineau 92300 Levallois-Perret (France)	803433972 80343397200018	99,99	-	99,94
PCM Manufacturing France S.A.S.	6, boulevard Bineau 92300 Levallois-Perret (France)	803933399 80393339900013	99,99	-	99,94
PCM Deutschland GmbH	Wiesbadener Landstrasse 18 65203 Wiesbaden (Allemagne)		99,99	99,99	99,94
PCM Group UK Ltd.	Pilot Road - Phoenix Parkway Corby, Northants NN17 5YF (Royaume-Uni)		99,99	99,99	99,94
PCM Group Australia Pty Ltd	c/o Grant Thornton Level 2, 215 Spring Street Melbourne, VIC 3000 (Australie)	} société détenue à 100 % } par PCM Group UK			
PCM Group Italia Srl	via Rutilia 10/8 20141 Milano (Italie)		99,99	99,99	99,94
PCM Kazakhstan LLP	Office 46, Business Center "Nur Plaza", Microdistrict 29A Aktau city (Kazakhstan)		99,99	99,99	99,94
PCM Flow Technology Inc.	11940 Brittmoore Park Drive Houston Texas 77041 (Etats-Unis)		99,99	99,99	99,94
PCM USA Inc.	11940 Brittmoore Park Drive Houston Texas 77041 (Etats-Unis)	}			
PCM Canada Inc.	4500, 855 - 2nd Street S.W. Calgary Alberta T2P 4K7 (Canada)	} sociétés détenues } à 100 % par			
PCM Colombia SAS	Calle 104, No. 14A-45, Oficina 302 Bogota (Colombie)	} PCM Flow Technology			
PCM Chile SpA	Av Vitacura 2939 Piso 10 Las Condes, Santiago (Chili)	}			
Amik Oilfield Equipment & Rentals Ltd.	4318 76 Avenue N.W. Edmonton, AB T6B 2H8 (Canada)		74,99	-	74,96
PCM Group Asia Pacific Pte. Ltd.	541 Orchard Road #09-01 Liat Towers Singapore (238881) (Singapour)		99,99	-	99,94
PCM Trading (Shanghai) Co. Ltd.	Unit 10A01&10G03, Shanghaimart 2299 Yanan Road (West) 200336 Shanghai (Chine)		99,99	99,99	99,94
PCM (Suzhou) Co. Ltd.	Ping Wang Ecological Park Ping Wang Town - Lu Zhong Road 215221 Wujiang City - Jiangsu Province (Chine)		99,99	99,99	99,94
PCM Muscat LLC	Alofuk Building, 1st Floor, Office 14, Shatti Al Qurum PO Box 167 PC 103, Muscat (Sultanat d'Oman)		99,99	99,99	99,94
PCM Middle East FZE	4A 106, 5EB741, Dubai Airport Free Zone Dubai (Emirats Arabes Unis)		99,99	99,99	99,94
MECANIQUE / EQUIPEMENTS MOTEURS ET GAZ					
Gurtner S.A.	40, rue de la Libération 25300 Pontarlier (France)	542103635 54210363500026	100,00	100,00	99,95

2.2. Commentaires sur le périmètre de consolidation et les conditions de contrôle

- La société PCM Canada a été créée en février 2014. Elle est détenue à 100% par la société PCM Flow Technology.
- La société PCM Technologies a été créée en mai 2014. Elle est détenue à 100% par la société PCM SA.
- Les sociétés PCM Europe et PCM Manufacturing France ont été créées en août 2014. La société PCM Europe est détenue à 100% par la société PCM SA et la société PCM Manufacturing France est détenue à 100% par la société PCM Europe.
- La société PCM Group Asia Pacific a été créée en juin 2014. Elle est détenue à 100% par la société PCM SA.
- La société Amik Oilfield Equipment & Rentals a été acquise en décembre 2014. Elle est détenue à 75% par la société PCM SA.

- Les titres de la société Kudu ont été cédés en mai 2014.
- En raison de la cession probable de la Société Gurtner, les actifs et passifs de cette Société ont été reclassés en bas de bilan dès le 30 juin 2014 (cf. Note 27).

- Aucun autre changement de périmètre de consolidation n'est intervenu au cours de l'exercice 2014.

- Il n'y a pas, à notre connaissance, de restrictions significatives s'imposant aux filiales pour transférer des fonds à la Mère, Gévelot S.A., sous forme de dividendes en numéraire ou de remboursements de prêts ou d'avances.

2.3. Taux de conversion des comptes établis en devises étrangères

Les postes de bilan des sociétés ont été convertis aux taux de clôture du 31 décembre 2014 et les comptes de charges et de produits aux taux moyens, selon les parités suivantes :

Devises	Taux de clôture		Taux moyens	
	Exercice 2014	Exercice 2013	Exercice 2014	Exercice 2013
1 dollar des Etats-Unis	0,8237 €	0,7251 €	0,7526 €	0,7529 €
1 livre sterling	1,2839 €	1,1995 €	1,2401 €	1,1774 €
1 yuan renminbi chinois	0,1327 €	0,1198 €	0,1221 €	0,1225 €
1 rial omani	2,1468 €	1,8904 €	1,9670 €	1,9531 €
1 dollar canadien	0,7111 €	0,6816 €	0,6817 €	0,7307 €
1 dirham des Emirats Arabes Unis	0,2250 €	0,1981 €	0,2062 €	0,2047 €
1 tenge kazakh	0,0045 €	0,0047 €	0,0042 €	0,0049 €
1 dollar singapourien	0,6227 €	-	0,5941 €	-

Note n° 3 : Capital social

(en euros)	Au 31/12/2013			Exercice 2014 Annulées	Au 31/12/2014		
	Ordinaires	Autodétenues	Total		Ordinaires	Autodétenues	Total
Actions ordinaires							
Nombre	905 964	3 702	909 666	-	898 207	11 459	909 666
Valeur nominale	35	35	35	-	35	35	35
Total	31 708 740	129 570	31 838 310	-	31 437 245	401 065	31 838 310

Composition du Capital Social :

Au 31 décembre 2014, le Capital Social autorisé s'élève à 31 838 milliers d'euros. Il est composé de 909 666 actions ordinaires de 35 euros de nominal chacune, émises et entièrement libérées.

Dans le cadre de l'adoption le 19 juin 2014 de la dixième Résolution de l'Assemblée Générale Mixte, le Conseil d'Administration a reçu délégation de mise en œuvre d'un programme de rachat d'actions en vue d'annulation.

Le Groupe a racheté 7 757 de ses propres actions pour un montant global de 707 K€ au cours de l'exercice 2014.

Au 31 décembre 2014, le Groupe détient 11 459 de ses propres actions. Le nombre moyen pondéré correspondant à ces actions s'élève à 8 852. Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice 2014 s'élève ainsi à 900 814.

Le Groupe n'a pas de plans d'option (achat et/ou souscription) d'actions en vertu desquels des options de souscription d'actions de la Société auraient été accordées à certains salariés et cadres dirigeants.

Note n° 4 : Ecarts d'acquisition, immobilisations incorporelles, immobilisations corporelles

4.1. Ecarts d'acquisition, immobilisations incorporelles et corporelles

	31.12.2014					
	Ecarts d'acquisition	Frais de développement	Logiciels et autres	En cours	Avances et acomptes	Immobilisations incorporelles
Valeur brute						
A l'ouverture de l'exercice	952	9 599	7 038	688	-	17 325
Acquisitions et augmentations	-	204	217	1 029	15	1 465
Sorties	-	(94)	(40)	-	-	(134)
Virement de poste à poste	-	350	87	(437)	-	-
Ecarts de conversion	240	-	26	8	-	34
Variations de périmètre	3 997	-	8	-	-	8
Activités destinées à être cédées ou en cours de cession	-	(977)	(341)	-	-	(1 318)
A la clôture de l'exercice	5 189	9 082	6 995	1 288	15	17 380
Amortissements et dépréciations						
A l'ouverture de l'exercice	-	(6 898)	(5 579)	-	-	(12 477)
Dotations	-	(1 225)	(386)	-	-	(1 611)
Dépréciations nettes	-	-	-	-	-	-
Sorties	-	60	40	-	-	100
Ecarts de conversion	-	-	(13)	-	-	(13)
Variations de périmètre	-	-	(6)	-	-	(6)
Activités destinées à être cédées ou en cours de cession	-	967	302	-	-	1 269
A la clôture de l'exercice	-	(7 096)	(5 642)	-	-	(12 738)
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	952	2 701	1 459	688	-	4 848
Valeur nette à la clôture de l'exercice	5 189	1 986	1 353	1 288	15	4 642

	31.12.2013					
	Ecarts d'acquisition	Frais de développement	Logiciels et autres	En cours	Avances et acomptes	Immobilisations incorporelles
Valeur brute						
A l'ouverture de l'exercice	973	8 652	6 849	710	-	16 211
Acquisitions et augmentations	-	217	193	747	-	1 157
Sorties	-	(34)	(32)	(7)	-	(73)
Virement de poste à poste	-	764	34	(761)	-	37
Ecarts de conversion	(21)	-	(6)	(1)	-	(7)
A la clôture de l'exercice	952	9 599	7 038	688	-	17 325
Amortissements et dépréciations						
A l'ouverture de l'exercice	-	(5 712)	(5 282)	-	-	(10 994)
Dotations	-	(1 202)	(331)	-	-	(1 533)
Dépréciations nettes	-	-	-	-	-	-
Sorties	-	16	32	-	-	48
Ecarts de conversion	-	-	2	-	-	2
A la clôture de l'exercice	-	(6 898)	(5 579)	-	-	(12 477)
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	973	2 940	1 567	710	-	5 217
Valeur nette à la clôture de l'exercice	952	2 701	1 459	688	-	4 848

4.1. Ecarts d'acquisition, immobilisations incorporelles et corporelles (suite)

	31.12.2014						
	Terrains et constructions administratifs	Terrains et constructions industriels	Matériels et outillages industriels	Autres	En cours	Avances et acomptes	Immobilisations corporelles
Valeur brute							
A l'ouverture de l'exercice	6 355	33 639	194 774	11 724	3 593	1 672	251 757
Acquisitions et augmentations	-	2 895	2 955	645	7 792	3 202	17 489
Sorties	-	-	(741)	(466)	(6)	(532)	(1 745)
Virement de poste à poste	-	897	4 603	78	(5 462)	(116)	-
Ecart de conversion	56	213	679	92	-	-	1 040
Variations de périmètre	-	-	2 237	-	-	-	2 237
Activités destinées à être cédées ou en cours de cession	-	(5 135)	(6 319)	(374)	-	(31)	(11 859)
A la clôture de l'exercice	6 411	32 509	198 188	11 699	5 917	4 195	258 919
Amortissements et dépréciations							
A l'ouverture de l'exercice	(257)	(10 354)	(168 694)	(8 271)	-	-	(187 576)
Dotations	(50)	(622)	(3 835)	(813)	-	-	(5 320)
Dépréciations nettes	-	-	-	-	-	-	-
Sorties	-	-	715	417	-	-	1 132
Virement de poste à poste	-	-	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	(2)	(28)	(223)	(51)	-	-	(304)
Variations de périmètre	-	-	(1 077)	-	-	-	(1 077)
Activités destinées à être cédées ou en cours de cession	-	3 180	6 319	308	-	-	9 807
A la clôture de l'exercice	(309)	(7 824)	(166 795)	(8 410)	-	-	(183 338)
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	6 098	23 285	26 080	3 453	3 593	1 672	64 181
Valeur nette à la clôture de l'exercice	6 102	24 685	31 393	3 289	5 917	4 195	75 581

	31.12.2013						
	Terrains et constructions administratifs	Terrains et constructions industriels	Matériels et outillages industriels	Autres	En cours	Avances et acomptes	Immobilisations corporelles
Valeur brute							
A l'ouverture de l'exercice	5 354	33 204	191 897	11 634	3 022	121	245 232
Acquisitions et augmentations	-	583	1 859	806	4 952	1 632	9 832
Réévaluation des terrains et constructions	(514)	-	-	-	-	-	(514)
Sorties	(19)	(201)	(1 457)	(728)	(99)	(11)	(2 515)
Virement de poste à poste	1 551	122	2 607	35	(4 283)	(69)	(37)
Ecart de conversion	(17)	(69)	(132)	(23)	1	(1)	(241)
A la clôture de l'exercice	6 355	33 639	194 774	11 724	3 593	1 672	251 757
Amortissements et dépréciations							
A l'ouverture de l'exercice	(272)	(7 321)	(163 819)	(7 830)	-	-	(179 242)
Dotations	(45)	(640)	(3 915)	(767)	-	-	(5 367)
Dépréciations nettes	-	(121)	(5 240)	-	-	-	(5 361)
Réévaluation des terrains et constructions	41	-	-	-	-	-	41
Sorties	19	132	1 440	701	-	-	2 292
Virement de poste à poste	-	(2 413)	2 797	(384)	-	-	-
Ecart de conversion	-	9	43	9	-	-	61
A la clôture de l'exercice	(257)	(7 824)	(166 694)	(8 271)	-	-	(183 338)
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	5 082	25 883	28 078	3 804	3 022	121	65 990
Valeur nette à la clôture de l'exercice	6 098	23 285	26 080	3 453	3 593	1 672	64 181

4.2. Suivi des biens en location-financement

Les biens en location-financement ont fait l'objet d'un retraitement et ont été portés dans les comptes d'actif correspondants comme s'ils avaient été acquis en pleine propriété. La dette correspondante est enregistrée au passif du bilan.

Au compte de résultat, les loyers contractuels sont éliminés et remplacés par des dotations aux amortissements et des frais financiers.

	31.12.2014				31.12.2013			
	Terrains et constructions administratifs	Matériels et outillages industriels	Autres	Total	Terrains et constructions administratifs	Matériels et outillages industriels	Autres	Total
Valeur brute								
A l'ouverture de l'exercice	1 100	14 518	1 202	16 820	-	16 367	903	17 270
Acquisitions et augmentations	-	1 143	231	1 374	1 400	1 157	344	2 901
Réévaluation des terrains et constructions	-	-	-	-	(300)	-	-	(300)
Sorties et diminutions	-	(506)	(396)	(902)	-	(3 006)	(45)	(3 051)
A la clôture de l'exercice	1 100	15 155	1 037	17 292	1 100	14 518	1 202	16 820
Amortissements et dépréciations								
A l'ouverture de l'exercice	-	(9 379)	(737)	(10 116)	-	(5 526)	(501)	(6 027)
Dotations et augmentations	-	(1 155)	(175)	(1 330)	-	(5 756)	(261)	(6 017)
Sorties et diminutions	-	318	289	607	-	1 903	25	1 928
A la clôture de l'exercice	-	(10 216)	(623)	(10 839)	-	(9 379)	(737)	(10 116)
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	1 100	5 139	465	6 704	-	10 841	402	11 243
Valeur nette à la clôture de l'exercice	1 100	4 939	414	6 453	1 100	5 139	465	6 704

4.3. Méthodologie de valorisation

Dépréciations

Conformément au principe énoncé dans la Note 1.2.4, le Groupe a procédé au 31 décembre 2014, pour les UGT présentant un ou plusieurs indices de perte de valeur (Gévelot Extrusion, Dold), ainsi que pour l'UGT intégrant un écart d'acquisition (PCM Group UK), à une comparaison entre la valeur nette comptable des actifs et leur valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est définie comme égale à la somme des flux futurs de trésorerie actualisés estimés à partir des plans d'activité et d'investissements à trois ans. Les taux de croissance retenus pour l'extrapolation à l'infini des prévisions de flux de trésorerie au-delà de trois ans sont de 1% pour le Secteur Extrusion et 1% pour le Secteur Pompes (1% pour tous les Secteurs pour les tests réalisés fin 2013).

Les taux d'actualisation appliqués sont de 10% pour Gévelot Extrusion, 9% pour Dold en Allemagne et de 11% pour le Secteur Pompes (respectivement 10%, 9% et 11% pour les tests réalisés fin 2013) et correspondent au coût moyen du capital après impôt, compte tenu des taux de marché et des primes de risques spécifiques à chaque activité.

Ces approches reposent sur les meilleures estimations du Groupe dans un environnement économique incertain.

Les nouveaux tests au 31 décembre n'ont pas entraîné de dépréciations complémentaires à fin 2014 au-delà des dépréciations constatées à fin 2013.

La sensibilité des calculs de valeur d'utilité aux variations des différentes hypothèses est indiquée dans le tableau ci-après:

Variation	Valeur comptable de l'UGT	Ecart de valeur entre Test et Comptabilité	Taux d'actualisation	Taux de Croissance à l'infini	Variation flux de Trésorerie
			+0,5%	-0,5%	-10%
Secteur Extrusion					
Gévelot Extrusion	32,0 M€	+2,3 M€	-1,7 M€	-1,3 M€	-3,4 M€
Dold	24,5 M€	+0,2 M€	-1,5 M€	-1,2 M€	-2,5 M€
Total Secteur Extrusion	56,5 M€	+2,5 M€	-3,2 M€	-2,5 M€	-5,9 M€
Secteur Pompes					
PCM Group UK	3,4 M€	+1,0 M€	-0,2 M€	-0,2 M€	-0,4 M€

En l'absence d'indice de perte de valeur sur le Secteur Pompes, aucun test de valeur n'a été réalisé sur ce secteur excepté pour PCM Group UK.

Note n° 5 : Actifs financiers

	2014	2013
Non courants		
Autres titres immobilisés	-	3
Prêts	449	630
Autres (*)	1 212	999
Total actifs financiers non courants	1 661	1 632
Courants		
Prêts	95	116
Instruments dérivés	-	178
Dépôts bancaires à terme à plus de trois mois	6 550	3 500
Total actifs financiers courants	6 645	3 794
Total des actifs financiers	8 306	5 426

(*) dont 739 K€ en 2014 et 744 K€ en 2013 concernent Dold Kaltfließpressteile GmbH (cf note n° 12)

Les prêts correspondent à des prêts aux salariés dans le cadre des aides à la construction dont la durée de remboursement est de 20 ans. Ces prêts à taux nuls sont actualisés à la date de mise en place pour tenir compte de la perte dans le temps de la valeur des remboursements futurs.

Les dépôts bancaires à terme à plus de trois mois correspondent à des placements dont l'échéance est supérieure à trois mois et qui ne sont pas reconnus comme de la Trésorerie, bien qu'ils soient parfaitement liquides et sans risques.

Note n° 6 : Stocks et en-cours

	2014	2013
. Matières premières et autres approvisionnements	19 243	17 818
. En-cours de production	7 138	8 166
. Produits intermédiaires et finis	11 885	12 931
. Marchandises	10 176	1 908
Montant brut	48 442	40 823
. Matières premières et autres approvisionnements	(2 262)	(2 309)
. En-cours de production	(288)	(358)
. Produits intermédiaires et finis	(331)	(1 003)
. Marchandises	(66)	(43)
Dépréciations	(2 947)	(3 713)
Total	45 495	37 110

La reprise de dépréciation nette de 766 K€ en 2014 figure dans les charges opérationnelles courantes.

Note n° 7 : Créances clients et comptes rattachés

	2014	2013
Montant brut	47 921	46 468
Dépréciations	(2 600)	(2 828)
Total	45 321	43 640

Les conditions de couverture de risques de crédit sont mentionnées dans le Rapport de Gestion.

Du fait de la domination par un faible nombre d'acteurs des marchés sur lesquels le Groupe opère (dans le secteur de l'Automobile principalement), le Groupe réalise une part significative de son chiffre d'affaires consolidé avec des clients importants représentant individuellement plus de 10% du chiffre d'affaires consolidé. La part du chiffre d'affaires sectoriel réalisé avec ces clients importants représente 46,2% pour le Secteur Extrusion en 2014.

De même, dans le Secteur Pompes, une part du chiffre d'affaires supérieure à 10% est réalisée avec un client important.

Toutes les créances douteuses ou litigieuses ont été dépréciées.

Note n° 8 : Autres débiteurs

	2014	2013
Avances et acomptes versés sur commandes	905	1 036
Etats et collectivités publiques hors impôts sur les sociétés	4 574	2 762
Personnel	239	71
Fournisseurs débiteurs	285	233
Débiteurs divers	470	1 169
Charges constatées d'avance	1 088	992
Total	7 561	6 263

Note n° 9 : Trésorerie et équivalents de Trésorerie

	2014	2013
Liquidités	122 383	18 932
Dépôts bancaires à terme	13 536	20 790
SICAV et Fonds communs de placement monétaires euro	8 285	8 148
Trésorerie et équivalents de Trésorerie	144 204	47 870

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont évalués à leur juste valeur et sont d'échéance à court terme.

Les taux des dépôts bancaires à terme sont compris entre 0,18% et 1,75%.

2,5 M€ de la trésorerie appartenant aux entités chinoises du Groupe est destiné à financer leur développement.

La forte augmentation de la trésorerie est principalement liée à la cession de Kudu Industries Inc. et aux avances clients.

Au sein du tableau consolidé des flux de Trésorerie, la Trésorerie et les découverts bancaires comprennent les éléments suivants :

	2014	2013
Trésorerie et équivalents de Trésorerie	144 204	47 870
Découverts bancaires	Note 13 (23 671)	(13 949)
Trésorerie nette à la clôture	120 533	33 921

Les découverts bancaires correspondent à la mobilisation de créances commerciales à court terme et au recours à des lignes de crédit à court terme.

Note n° 10 : Autres créditeurs

	2014	2013
Avances et acomptes reçus sur commandes	24 212	2 997
Dettes fiscales hors impôts sur les sociétés, Personnel et Organismes Sociaux	18 617	13 268
Créditeurs divers	3 489	2 044
Produits constatés d'avance	303	1 281
Total	46 621	19 590

Note n° 11 : Provisions

	01.01.2014	Dotations	Reprises provision utilisée	provision non utilisée	Variations de périmètre	Total	31.12.2014	
							A moins d'un an	A plus d'un an
Provisions pour risques								
. Provisions pour litiges sociaux	314	53	(14)	(29)	-	324	-	324
. Autres provisions pour risques	48	47	(48)	-	-	47	47	-
Total	362	100	(62)	(29)	-	371	47	324
Provisions pour charges								
. Autres provisions pour charges	1 840	715	(3)	-	(50)	2 502 (*)	2 248	254
. Provisions pour retraites (Note 12)	5 808	2 526	(51)	(35)	(189)	8 059	-	8 059
. Provisions pour médailles du Travail	293	12	(6)	-	(71)	228	-	228
Total	7 941	3 253	(60)	(35)	(310)	10 789	2 248	8 541
Total provisions	8 303	3 353	(122)	(64)	(310)	11 160	2 295	8 865

(**) Les autres provisions pour charges comprennent :

- provisions pour charges liées à l'exploitation	134	82
- provisions pour charges de nature sociale	350	349
- provisions pour charges de nature commerciale	1 356	2 071
	<u>1 840</u>	<u>2 502</u>

Note n° 12 : Avantages au Personnel

Le Groupe accorde des avantages postérieurs à l'emploi à son personnel employé en France et en Allemagne. Ces charges sont comptabilisées :

- en résultat opérationnel courant pour le coût des services rendus, les prestations payées et le coût des services passés;
- en résultat opérationnel pour les réductions/liquidations du régime;
- en autres produits et charges financiers pour la charge financière nette;
- en autres éléments du résultat global pour les effets des réévaluations.

Indemnités de Fin de Carrière

	France	Allemagne	2014	2013
Provision au bilan				
Valeur actualisée des obligations couvertes	5 768	4 306	10 074	9 001
Juste valeur des actifs du régime	(2 015)	-	(2 015)	(3 193)
Provision comptabilisée au bilan	3 753	4 306	8 059	5 808
Valeur actualisée des obligations couvertes				
A l'ouverture de l'exercice	6 047	2 954	9 001	9 069
Coût des services rendus	263	82	345	411
Coût financier	156	92	248	249
Prestations payées	(373)	(51)	(424)	(314)
Réduction / liquidation du régime	-	-	-	-
Changement de régime	-	-	-	-
Ecart actuariels de la période	766	1 229	1 995	(414)
Variations de périmètre	(1 091)	-	(1 091)	-
Valeur actualisée des obligations couvertes	5 768	4 306	10 074	9 001
Juste valeur des actifs du régime				
A l'ouverture de l'exercice	3 193	744	3 937	4 096
Produits d'intérêts	73	-	73	94
Cotisations	35	46	81	37
Prestations payées	(373)	(51)	(424)	(314)
Ecart actuariels de la période	(11)	-	(11)	24
Variations de périmètre	(902)	-	(902)	-
Juste valeur des actifs du régime	2 015	739	2 754	3 937
Variation des provisions				
A l'ouverture de l'exercice	2 854	2 954	5 808	5 722
Charges / (produits) de l'exercice	346	123	469	524
Décassements	(35)	-	(35)	-
Ecart actuariels de la période	777	1 229	2 006	(438)
Variations de périmètre	(189)	-	(189)	-
Variation des provisions	3 753	4 306	8 059	5 808
Charge totale comptabilisée en résultat				
Coût des services rendus	263	82	345	411
Coût financier	83	92	175	157
Prestations payées	-	(51)	(51)	(44)
Réduction / liquidation du régime	-	-	-	-
Charge / (produit) comptabilisé(e) en résultat	346	123	469	524

Hypothèses actuarielles principales

- Taux d'actualisation	1,50%	1,50%
- Taux d'augmentation des salaires	2,00%	0%
- Age de départ à la retraite	62 ans (non cadres), 65 ans (cadres)	65 ans

La table de turnover est à 0% après 56 ans.

Les évaluations des engagements de retraite sont réalisées par des actuaires indépendants.

En application d'IAS 19.116, les actifs de Dold sont comptabilisés en actifs distincts car ce ne sont pas des contrats d'assurance éligibles. Le montant au 31/12/2014 s'élève à 739 K€ et figure en "actifs financiers non courants".

Les médailles du travail versées par les sociétés du Groupe à leur personnel font l'objet d'une provision calculée par un actuaire indépendant (voir note n° 11).

Note n° 13 : Passifs financiers

13.1. Passifs financiers

	2014	2013
Non courants		
Emprunts bancaires	17 092	14 386
Emprunts et dettes financières divers	755	182
Total passifs financiers non courants	17 847	14 568
Courants		
Emprunts bancaires	4 944	3 501
Emprunts et dettes financières divers	-	-
Instruments dérivés	612	-
Découverts bancaires	23 671	13 949
Total passifs financiers courants	29 227	17 450
Total des passifs financiers	47 074	32 018

Les découverts bancaires correspondent à la mobilisation de créances commerciales à court terme pour 9,1 M€ et au recours à des lignes de crédit à court terme pour 14,6 M€.

Le Groupe a reçu des aides à l'innovation de la part de Bpifrance. Ces aides sont d'échéances échelonnées entre 2015 et 2021 et figurent en "emprunts bancaires".

A fin 2014, ces aides à l'innovation comprennent une partie remboursable pour 1,8 M€ et une partie conditionnée pour 0,6 M€.

Ces aides à taux nuls sont actualisées à la date de mise en place pour tenir compte de la perte dans le temps de la valeur des remboursements futurs.

13.2. Variations des passifs financiers

	01.01.2014	Nouveaux emprunts	Remboursements	Ecart de conversion	Variations de périmètre	31.12.2014
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (dont location-financement)	17 887	8 009	(4 150)	110	792	22 648
Emprunts et dettes financières divers	182	18	-	-	555	755
Passifs financiers (hors découverts)	18 069	8 027	(4 150)	110	1 347	23 403
Découverts bancaires	13 949	22 883	(13 949)	-	788	23 671
Total	32 018	30 910	(18 099)	110	2 135	47 074

13.3. Ventilation des passifs financiers par échéance

	Total		A 1 an au plus		A plus d'1 an et 5 ans au plus		A plus de 5 ans	
	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (dont location-financement)	22 648	17 887	5 556	3 501	14 833	13 030	2 259	1 356
Emprunts et dettes financières divers	755	182	-	-	738	165	17	17
Découverts bancaires	23 671	13 949	23 671	13 949	-	-	-	-
Total	47 074	32 018	29 227	17 450	15 571	13 195	2 276	1 373

Les emprunts et dettes auprès des établissements de crédit sont couverts par des sûretés réelles à hauteur de 0,6 M€.

13.4. Suivi des passifs financiers liés à la location-financement

	Total		A 1 an au plus		A plus d' 1 an et 5 ans au plus		A plus de 5 ans	
	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013
Dettes et Crédits Bailleurs	5 994	6 827	1 684	1 961	3 405	3 881	905	985
Total	5 994	6 827	1 684	1 961	3 405	3 881	905	985

13.5. Ventilation des passifs financiers par principales devises

	Total		Euros		Dollars américains		Autres devises	
	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (dont location-financement)	22 648	17 887	19 810	17 569	1 151	318	1 687	-
Emprunts et dettes financières divers	755	182	200	182	-	-	555	-
Découverts bancaires	23 671	13 949	22 883	13 949	-	-	788	-
Total	47 074	32 018	42 893	31 700	1 151	318	3 030	-

13.6. Ventilation des passifs financiers par nature de taux

	2014	2013
Taux variables non couverts (*)	3 386	2 285
Taux fixes	14 023	8 946
Intérêts	-	11
Découverts	23 671	13 949
Location-financement (taux fixes)	5 994	6 827
Total	47 074	32 018

(*) les emprunts à taux variables non couverts sont d'échéances échelonnées entre 2015 et 2020.

Les taux d'intérêt moyens pondérés sont Euribor 3M + 1,75 pour les emprunts à taux variables non couverts.
Pour les emprunts à taux fixes, les taux d'intérêt se situent entre 0% et 5,5%.

Note n° 14 : Impôts

14.1. Impôts exigibles

	01.01.2014	Paiements	Acomptes	Crédit d'impôt recherche	Crédit d'impôt compétitivité emploi	Charge exercice	31.12.2014
Actif	(2 901)	1 764	(1 227)	(784)	(586)	3 641	(93)
Passif	105	(105)	(360)	(140)	(10)	3 408	2 898
Total						7 049	

14.2. Impôts différés

	01.01.2014	Résultat	Mouvements Autres éléments de résultat	Variations de périmètre	Divers (dont écart de conversion)	31.12.2014
Impôts différés actifs	(4 932)	(1 138)	(688)	176	(53)	(6 635)
Impôts différés passifs	7 371	676	-	(397)	84	7 734
Total	2 439	(462)	(688)	(221)	31	1 099

Les impôts différés actifs proviennent essentiellement des différentiels de valorisation et d'amortissement des actifs immobilisés (1,6 M€), des provisions pour retraites et engagements assimilés (2,0 M€), des décalages temporaires fiscaux (2,3 M€) et des éliminations de marges sur stocks (0,7 M€).

Les impôts différés passifs émanent principalement des différentiels de valorisation et d'amortissement des actifs immobilisés (2,7 M€), des retraitements des contrats de location-financement (0,3 M€) et des provisions réglementées (4,5 M€).

14.3. Impôts sur les résultats

La ventilation des impôts au compte de résultat est la suivante :

	2014	2013
Impôts exigibles	7 049	1 753
Impôts différés *	(462)	201
Total	6 587	1 954

* La charge / Le produit d'impôt différé s'analyse comme suit :

- Produits/charges sur dotations/reprises nettes aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	971	1 131
- Produits/charges sur dotations/reprises nettes aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-	(1 846)
- Charges sur reprises de provisions réglementées et divers taxes et impôts	59	131
- Autres produits et charges divers	(247)	(35)
- Déficits reportables	(402)	(15)
- Autres différences temporaires	(843)	835
Total charge / (produit) d'impôt différé	(462)	201

Le rapprochement entre la charge d'impôt théorique et la charge d'impôt comptabilisée est le suivant :

	2014
Résultat courant avant impôt des entreprises intégrées	78 415
Charge / produit d'impôt théorique en France	(25 661)
Charge / produit d'impôt théorique en Allemagne	(1 098)
Charge / produit d'impôt théorique en Angleterre	(50)
Charge / produit d'impôt théorique en Italie	(24)
Charge / produit d'impôt théorique en Amérique	(13)
Charge / produit d'impôt théorique en Chine	81
Charge / produit d'impôt théorique en Oman	20
Charge / produit d'impôt théorique à Singapour	14
Total charge / produit d'impôt théorique	(26 731)
Impact net des charges et des produits définitivement non déductibles ou imposables	20 144
Charge / produit d'impôt effectif(ve) sur les activités courantes	(6 587)
Résultat net des activités poursuivies	71 828

L'impact net des charges et des produits définitivement non déductibles ou imposables intègre essentiellement des décalages permanents.

Taux d'impôt sur les Sociétés	Exercices 2015 et ultérieurs		Exercices 2015 et ultérieurs	
	Exercice 2014		Exercice 2014	
France	34,43%	34,43%	Italie	31,40%
Allemagne	28,25%	28,25%	Oman	12,00%
Amérique	34,00%	34,00%	Kazakhstan	20,00%
Angleterre	20,00%	20,00%	Singapour	17,00%
Chine	25,00%	25,00%		

Note n° 15 : Produits de l'activité courante

	France	Etranger	2014	2013
Ventes de marchandises	154	32 155	32 309	26 982
Production vendue :				
. de biens	65 426	110 571	175 997	184 414
. de services	1 072	2 425	3 497	1 886
Chiffre d'affaires	66 652	145 151	211 803	213 282
Subventions d'exploitation			883	1 026
Autres produits			3 784	1 611
Autres produits de l'activité courante			4 667	2 637
Total des produits de l'activité courante			216 470	215 919

Les "subventions d'exploitation" correspondent principalement aux crédits d'impôt recherche.

Note n° 16 : Charges opérationnelles courantes

	2014	2013
Production stockée	(1 452)	(34)
Production immobilisée	(819)	(861)
Achats de marchandises	5 560	4 054
Variations de stocks marchandises	(3 537)	(261)
Achats de matières premières et autres approvisionnements	72 367	67 289
Variations de stocks matières premières et autres approvisionnements	2 919	(963)
Autres achats et charges externes	48 933	44 279
Charges de personnel	71 312	64 041
Impôts, taxes et versements assimilés	4 059	4 123
Dotations aux amortissements et aux provisions :		
. Sur immobilisations - dotations aux amortissements	Note 4	6 931
. Sur actif courant - dotations aux provisions		371
. Pour risques et charges - dotations aux provisions		951
Autres charges	780	536
Total des charges opérationnelles courantes	208 375	189 516

Note n° 17 : Résultat financier

	2014	2013
Intérêts générés par la trésorerie et les équivalents de trésorerie	221	245
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	706	83
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	927	328
Charges d'intérêts sur opérations de financement	513	362
Coût de l'endettement financier brut	513	362
Coût de l'endettement financier net	414	(34)
Revenus des titres non consolidés	-	1 089
Produits financiers d'actualisation	25	8
Variation positive de juste valeur des actifs et passifs évalués en juste valeur	213	49
Gains de change	6 778	673
Autres produits financiers	(16)	31
Total des autres produits financiers	7 000	1 850
Charges financières d'actualisation	46	61
Variation négative de juste valeur des actifs et passifs évalués en juste valeur	226	30
Pertes de change	1 287	399
Autres charges financières	451	252
Total des autres charges financières	2 010	742
Résultat des autres produits et charges financiers	4 990	1 108
Résultat financier	5 404	1 074

Note n° 18 : Informations sectorielles

18.1. Ventilation des immobilisations par secteurs d'activité

	Au 31.12.2014				Au 31.12.2013				
	Extrusion	Pompes	Autres activités	Total	Extrusion	Pompes	Mécanique	Autres activités	Total
Ecart d'acquisition (1)	-	5 189	-	5 189	-	952	-	-	952
Sous-total incorporelles	10 320	7 026	34	17 380	9 471	6 502	1 318	34	17 325
Terrains et constructions	23 206	13 233	2 481	38 920	20 892	11 486	5 135	2 481	39 994
Matériels industriels et divers	176 785	32 867	235	209 887	171 696	27 876	6 693	233	206 498
Immobilisations corporelles en cours	3 638	2 219	60	5 917	2 291	1 302	-	-	3 593
Avances et acomptes	4 195	-	-	4 195	1 589	-	31	52	1 672
Sous-total corporelles	207 824	48 319	2 776	258 919	196 468	40 664	11 859	2 766	251 757
Valeurs brutes	218 144	60 534	2 810	281 488	205 939	48 118	13 177	2 800	270 034
Amortissements / Dépréciations cumulés	171 826	24 004	246	196 076	168 101	20 636	11 076	240	200 053
Valeurs nettes	46 318	36 530	2 564	85 412	37 838	27 482	2 101	2 560	69 981
Dotations de l'exercice	4 317	2 438	176	6 931	9 429	2 379	402	51	12 261
Total bilan par secteurs d'activité	96 191	229 480	66 603		88 491	114 032	10 201	62 380	

(1) concerne PCM Group UK Ltd. et Amik Oilfield Equipment & Rentals Ltd. en 2014 et PCM Group UK Ltd. en 2013.

Des terrains et constructions, propriété de Gévelot S.A. et mis à la disposition des Filiales, ont été affectés au Secteur Extrusion pour 10,6 M€ et au Secteur Pompes pour 2,2 M€.

Le total des investissements incorporels et corporels s'est élevé en 2014 à :

Extrusion à froid & Usinage :	13 399 K€
Pompes / Technologie des Fluides :	5 439 K€
-	-
Autres activités :	116 K€
	<u>18 954 K€</u>

Le total des investissements incorporels et corporels s'est élevé en 2013 à :

Extrusion à froid & Usinage :	7 824 K€
Pompes / Technologie des Fluides :	2 724 K€
Mécanique / Equipements moteurs et Gaz :	314 K€
Autres activités :	127 K€
	<u>10 989 K€</u>

18.2. Variation des passifs financiers par secteurs d'activité

	01.01.2014	Remboursements	Nouveaux emprunts	Variations de périmètre et conversions	31.12.2014
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (dont location-financement)					
Extrusion à froid & Usinage	14 681	(3 363)	5 589	46	16 953
Pompes / Technologie des Fluides	1 765	(721)	2 369	1 009	4 422
Mécanique / Equipements moteurs et gaz	102	-	-	(102)	-
Autres activités	1 339	(66)	-	-	1 273
Sous-total	17 887	(4 150)	7 958	953	22 648
Emprunts et dettes financières divers	182	-	18	555	755
Découverts bancaires					
Extrusion à froid & Usinage	8 459	(8 459)	10 296	-	10 296
Pompes / Technologie des Fluides	5 487	(5 487)	12 583	788	13 371
Autres activités	3	(3)	4	-	4
Sous-total	13 949	(13 949)	22 883	788	23 671
Total	32 018	(18 099)	30 859	2 296	47 074

18.3. Chiffres d'affaires consolidés par secteurs d'activité

	31.12.2014			31.12.2013		
	Hors Groupe	Intra Groupe	Total	Hors Groupe	Intra Groupe	Total
Extrusion à froid & Usinage	113 003	1 403	114 406	110 535	754	111 289
Pompes / Technologie des fluides	98 667	32 493	131 160	88 586	15 496	104 082
Autres activités	133	3 204	3 337	100	2 565	2 665
Eliminations et réconciliations	-	(37 100)	(37 100)	-	(18 815)	(18 815)
Total	211 803	-	211 803	199 221	-	199 221

18.4. Résultats par secteurs d'activité

Résultat opérationnel courant

	2014			2013		
	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total
Extrusion à froid & Usinage	4 552	(2 155)	2 397	5 961	(2 204)	3 757
Pompes / Technologie des fluides	6 571	(1 451)	5 120	8 824	(786)	8 038
Autres activités	(3 028)	3 606	578	(2 503)	2 990	487
Total	8 095	-	8 095	12 282	-	12 282

Transition du résultat opérationnel courant au résultat opérationnel	Extrusion	Pompes	Autres activités	Total	
				2014	2013
Résultat opérationnel courant	2 397	5 120	578	8 095	12 282
Cession Kudu	-	64 621	-	64 621	-
Autres produits opérationnels	3	23	18	44	26
Litiges	(136)	(20)	-	(156)	(145)
Pertes de valeur sur actif non courant (note 4)	-	-	-	-	(5 094)
Risques Pays	-	565	-	565	(289)
Autres charges opérationnelles	(1)	(146)	(11)	(158)	(561)
Résultat opérationnel	2 263	70 163	585	73 011	6 219

Résultat opérationnel

	2014			2013		
	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total
Extrusion à froid & Usinage	4 418	(2 155)	2 263	615	(2 204)	(1 589)
Pompes / Technologie des fluides	71 614	(1 451)	70 163	8 110	(786)	7 324
Autres activités	(3 021)	3 606	585	(2 506)	2 990	484
Total	73 011	-	73 011	6 219	-	6 219

Résultat courant avant impôts des entreprises intégrées

	2014			2013		
	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total
Extrusion à froid & Usinage	4 005	(2 167)	1 838	203	(2 219)	(2 016)
Pompes / Technologie des fluides	77 318	(1 451)	75 867	9 463	(786)	8 677
Autres activités	(2 908)	3 618	710	(2 373)	3 005	632
Total	78 415	-	78 415	7 293	-	7 293

Résultat net des activités poursuivies

	2014			2013		
	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total
Extrusion à froid & Usinage	1 489	(1 421)	68	(487)	(1 455)	(1 942)
Pompes / Technologie des fluides	70 285	(951)	69 334	6 851	(515)	6 336
Autres activités	54	2 372	2 426	(1 031)	1 970	939
Total	71 828	-	71 828	5 333	-	5 333

18.5. Ventilation des immobilisations par zones géographiques

	Au 31.12.2014				Au 31.12.2013			
	France	Allemagne	Autres pays	Total	France	Allemagne	Autres pays	Total
Ecart d'acquisition (1)	-	-	5 189	5 189	-	-	952	952
Sous-total incorporelles	13 091	3 952	337	17 380	13 271	3 785	269	17 325
Terrains et constructions	25 616	10 656	2 648	38 920	29 309	8 342	2 343	39 994
Matériels industriels et divers	152 331	48 727	8 829	209 887	153 426	48 514	4 558	206 498
Immob.corporelles en cours	5 013	904	-	5 917	3 313	280	-	3 593
Avances et acomptes	137	4 057	1	4 195	231	1 435	6	1 672
Sous-total corporelles	183 097	64 344	11 478	258 919	186 279	58 571	6 907	251 757
Valeurs brutes	196 188	68 296	17 004	281 488	199 550	62 356	8 128	270 034
Amortissements / Dépréciations cumulés	143 810	48 517	3 749	196 076	150 729	47 395	1 929	200 053
Valeurs nettes	52 378	19 779	13 255	85 412	48 821	14 961	6 199	69 981
Dotations de l'exercice	4 450	1 853	628	6 931	9 992	1 797	472	12 261

(1) concerne PCM Group UK Ltd. et Amik Oilfield Equipment & Rentals Ltd. en 2014 et PCM Group UK Ltd. en 2013.

18.6. Chiffres d'affaires consolidés par zones géographiques

	31.12.2014		31.12.2013	
France	66 652	31,5%	67 378	33,8%
. Allemagne	36 602		34 863	
. Autres pays de l'Union Européenne	41 248		42 230	
. Autres pays d'Europe	1 925		940	
. Amérique	26 137		24 702	
. Autres zones géographiques	39 239		29 108	
Etranger	145 151	68,5%	131 843	66,2%
Total	211 803	100,0%	199 221	100,0%

Note n° 19 : Recherche et développement

Pour l'ensemble du Groupe, les dépenses de Recherche et Développement se sont élevées à 2 453 K€. Sur ces dépenses, 820 K€ ont été activés dans le cadre des dispositions de la Norme IAS 38.

Note n° 20 : Instruments financiers

	31.12.2014		Ventilation par catégorie d'instruments ⁽¹⁾				
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs détenus en vue de la vente	Prêts, créances et autres dettes	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
- Actifs financiers non courants	1 661	1 661	-	-	1 661	-	-
- Créances clients et comptes rattachés	45 321	45 321	-	-	45 321	-	-
- Autres débiteurs	7 561	7 561	-	-	7 561	-	-
- Actifs financiers courants	6 645	6 645	6 550	-	95	-	-
- Trésorerie et équivalents de trésorerie	144 204	144 204	144 204	-	-	-	-
- Actifs non courants détenus en vue de la vente	-	-	-	-	-	-	-
- Activités destinées à être cédées	5 029	5 029	-	5 029	-	-	-
Actifs	210 421	210 421	150 754	5 029	54 638	-	-
- Passifs financiers non courants	17 847	17 847	-	-	-	17 847	-
- Dettes fournisseurs d'exploitation	27 233	27 233	-	-	27 233	-	-
- Dettes fournisseurs d'immobilisations	1 518	1 518	-	-	1 518	-	-
- Autres créditeurs	46 621	46 621	-	-	46 621	-	-
- Passifs financiers courants	29 227	29 227	-	-	-	28 615	612
- Passifs liés aux activités destinées à être cédées	3 829	3 829	-	3 829	-	-	-
Passifs	126 275	126 275	-	3 829	75 372	46 462	612

(1) Aucune reclassification entre catégories d'instruments financiers n'a été réalisée en cours d'exercice.

	31.12.2013		Ventilation par catégorie d'instruments ⁽¹⁾				
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs détenus en vue de la vente	Prêts, créances et autres dettes	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
- Actifs financiers non courants	1 632	1 632	-	-	1 632	-	-
- Créances clients et comptes rattachés	43 640	43 640	-	-	43 640	-	-
- Autres débiteurs	6 263	6 263	-	-	6 263	-	-
- Actifs financiers courants	3 794	3 794	3 500	-	116	-	178
- Trésorerie et équivalents de trésorerie	47 870	47 870	47 870	-	-	-	-
- Actifs non courants détenus en vue de la vente	10 010	10 010	-	10 010	-	-	-
Actifs	113 209	113 209	51 370	10 010	51 651	-	178
- Passifs financiers non courants	14 568	14 568	-	-	-	14 568	-
- Dettes fournisseurs d'exploitation	26 286	26 286	-	-	26 286	-	-
- Dettes fournisseurs d'immobilisations	1 342	1 342	-	-	1 342	-	-
- Autres créditeurs	19 590	19 590	-	-	19 590	-	-
- Passifs financiers courants	17 450	17 450	-	-	-	17 450	-
Passifs	79 236	79 236	-	-	47 218	32 018	-

(1) Aucune reclassification entre catégories d'instruments financiers n'a été réalisée en cours d'exercice.

La juste valeur de la "trésorerie et équivalents de trésorerie" est assimilée à leur valeur comptable compte tenu de leur maturité très courte. Les "actifs financiers courants" comptabilisés en juste valeur par résultat correspondent aux comptes à terme reclassés du fait de leur exclusion de la trésorerie.

Les "actifs non courants détenus en vue de la vente" classés en "actifs détenus en vue de la vente" sont évalués à leur valeur nette comptable.

Actifs et passifs financiers classés en "prêts, créances et autres dettes" :

- Les "actifs financiers non courants" et les "actifs financiers courants" sont évalués au coût amorti.

- La juste valeur des "créances clients et comptes rattachés" et des "autres débiteurs", ainsi que des "dettes fournisseurs d'exploitation", des "dettes fournisseurs d'immobilisations" et des "autres créditeurs" est assimilée à leur valeur au bilan, y compris des éventuelles dépréciations, compte tenu de leurs échéances très courtes de paiement.

Les "passifs financiers non courants" et les "passifs financiers courants" sont comptabilisés au coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE).

Les instruments dérivés s'entendent des outils financiers utilisés par la société pour couvrir ses risques de change. Les contrats de change consistent en achats et ventes à terme de devises.

Gestion des risques financiers

Hormis sur ses emprunts à taux variables, le Groupe n'a pas de risque de marché significatif sur ses dettes et créances financières et sur ses valeurs mobilières de placement. Le portefeuille de valeurs mobilières de placement du Groupe est essentiellement constitué de placements monétaires. Le Groupe possède quelques valeurs mobilières de placement partiellement basées sur des actions mais pour lesquelles le risque de perte de valeur est globalement négligeable au regard des très faibles durées de détention et des garanties fournies. Les taux de rémunération sont voisins de ceux du marché.

Le Groupe rencontre quelques risques de change dans ses exportations. Ces risques, lorsqu'ils sont significatifs, sont généralement couverts par des opérations de couverture de change (achats/ventes de devises à terme).

Dans le cadre de la gestion du risque de liquidité et afin de financer les projets de développements, le Groupe poursuit une politique de refinancement proactive et de gestion prudente de la trésorerie. Au 31 décembre 2014, la structure financière nette est positive et s'élève à 103 775 K€.

Le rapport de Gestion donne des informations complémentaires sur la gestion des risques du Groupe.

Instruments financiers - hiérarchie de juste valeur

Les instruments financiers évalués à la juste valeur sont de niveau 1 (prix cotés sur le marché).

Note n° 21 : Contrats de location

Type de Contrat	Total des paiements futurs	Valeur actualisée	Valeur nette des sous-jacents	Devise	Durée résiduelle moyenne	< 1 an	> 1 an et < 5 ans	> 5 ans	Taux d'intérêt	Taux d'actualisation
Location simple - Exploitation	443	434		Euro	1,5 an	323	120	-	n/a	3,00%
Location simple - Hors Exploitation	1 166	1 127		Euro	2 ans	615	551	-	n/a	3,00%
Location-financement	6 647	6 324	13 443	Euro	5 ans	1 898	3 668	1 081	3,11%	3,00%

Les contrats de location simples sont des contrats de location de durées comprises entre 3 ans et 10 ans.

L'Exploitation s'entend essentiellement des locations d'espaces de stockage et d'engin de manutention.

Le Hors exploitation comprend les parcs de matériels informatiques et de machines de bureau ainsi que les véhicules de société.

La Location-financement correspond pour la très grande part à du matériel de production de Gévelot Extrusion (presses, matériel industriel).

Il a été comptabilisé une charge d'environ 1,2 Million d'Euros sur l'exercice 2014 au titre des contrats de location simple.

Note n° 22 : Rémunération des dirigeants

	2014	2013
Avantages à court terme (hors charges sociales)	865	823
Charges sociales	290	283
Total	1 155	1 106

Les Dirigeants sont les Membres du Conseil d'Administration et de la Direction Générale de Gévelot S.A..

La rémunération comprend le salaire brut, les primes, les avantages en nature et les jetons de présence.

Les Mandataires Sociaux ne bénéficient d'aucun système spécifique de retraite.

Note n° 23 : Effectif moyen

	2014	2013
Dirigeants et Cadres	256	229
Agents de maîtrise, employés et ouvriers	1 168	1 039
Total	1 424	1 268
Personnel intérimaire	108	91

Note n° 24 : Engagements hors bilan

Engagements donnés

	2014	2013
Avals, cautions et garanties	1 749	2 952
Total	1 749	2 952

Engagements reçus

	2014	2013
Avals, cautions et garanties	403	1 213
Total	403	1 213

Droit Individuel à la Formation :

Conformément aux dispositions de la loi n° 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle, les sociétés françaises du Groupe accordent à leurs salariés un droit individuel à la formation d'une durée de vingt heures minimum par année civile cumulable sur une durée maximale de six ans. Au terme de ce délai et à défaut de son utilisation l'ensemble des droits restera plafonné à cent vingt heures.

Le nombre d'heures accumulées non consommées à fin 2014 s'élève à 75 605 heures contre 82 552 heures à fin 2013. 787 heures ont été consommées au cours de l'exercice 2014.

Aucune provision n'a été constatée, les actions de formation étant entièrement prises en charge par notre Organisme Paritaire Collecteur Agréé.

Note n° 25 : Entreprises liées

Les transactions avec les Parties liées Personnes physiques (Administrateurs, Mandataires Sociaux et les Membres de leur famille) n'ont pas de caractère significatif.

Note n° 26 : Honoraires des Commissaires aux Comptes et des membres de leurs réseaux

(en euros)	PRICEWATERHOUSECOOPERS				C.R.E.A.			
	2014		2013		2014		2013	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Audit								
Commissariat aux Comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	108 740	100%	91 300	100%	99 500	100%	99 600	100%
<i>Emetteur</i>	57 500	53%	57 600	63%	57 500	58%	57 600	58%
<i>Filiales intégrées globalement</i>	51 240	47%	33 700	37%	42 000	42%	42 000	42%
Prestations directement liées à la mission de Commissaire aux Comptes	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Emetteur</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Filiales intégrées globalement</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total	108 740	100%	91 300	100%	99 500	100%	99 600	100%
Autres prestations								
Juridique, fiscal, social	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	108 740	100%	91 300	100%	99 500	100%	99 600	100%

Note n° 27 : Activités destinées à être cédées ou en cours de cession

Référentiel I.F.R.S. ACTIF (en milliers d'euros)	Montant net au 31.12.2014 (a)	Montant net au 31.12.2013 (b)
Immobilisations incorporelles	87	-
Immobilisations corporelles	2 237	-
Actifs financiers	216	-
Participations dans des entreprises associées	-	10 010
Stocks et en-cours	2 895	-
Créances clients et comptes rattachés	2 335	-
Autres débiteurs	862	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	914	-
Perte résultant de l'évaluation à la juste valeur des activités destinées à être cédées	(4 517)	-
ACTIFS DESTINES A ETRE CEDES	5 029	10 010

Référentiel I.F.R.S. PASSIF (en milliers d'euros)	Montant net au 31.12.2014 (a)	Montant net au 31.12.2013 (b)
Provisions pour avantages au personnel	461	-
Autres provisions	91	-
Passifs financiers	71	-
Passif d'impôt différé	279	-
Dettes fournisseurs d'exploitation	1 047	-
Dettes fournisseurs d'immobilisations	49	-
Autres créditeurs	1 331	-
Découverts bancaires	500	-
PASSIFS LIES AUX ACTIFS DESTINES A ETRE CEDES	3 829	-

(a) Au 31 décembre 2014, les actifs et passifs destinés à être cédés correspondent aux actifs et passifs de Gurtner (cf. Note 1B).

(b) Au 31 décembre 2013, les actifs destinés à être cédés correspondaient aux Titres de Kudu Industries Inc.. Cette participation a été cédée en mai 2014 (cf. Note 1B).

Référentiel I.F.R.S. COMPTE DE RESULTAT (en milliers d'euros)	Exercice 2014	Exercice 2013
Chiffre d'affaires	12 158	14 133
Résultat opérationnel courant	98	451
Résultat opérationnel	(342)	324
Résultat financier	20	30
Impôts sur les résultats	(58)	6
Résultat après impôt des activités destinées à être cédées	(380)	360
Perte après impôt résultant de l'évaluation à la juste valeur des activités destinées à être cédées (c)	(4 517)	-
RESULTAT NET DES ACTIVITES DESTINEES A ETRE CEDEES	(4 897)	360

(c) La perte de valeur des activités destinées à être cédées a été constatée sur la base du prix de cession.

FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

(en milliers d'euros)	31.12.2014	31.12.2013
Résultat net des activités destinées à être cédées	(4 897)	360
Flux net de trésorerie provenant des activités	(104)	490
Flux net de trésorerie sur investissements	(258)	(308)
Flux net de trésorerie sur opérations de financement	(1 036)	(31)
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE	(1 398)	151
Trésorerie à l'ouverture	1 812	1 661
Trésorerie à la clôture (d)	414	1 812

(d) Reclassée en actifs et passifs liés aux activités destinées à être cédées au 31 décembre 2014.

Note n° 27 : Activités destinées à être cédées ou en cours de cession (suite)

Les impacts sur les comptes 2013 des retraitements liés au reclassement de l'activité du Secteur Mécanique en "Activités destinées à être cédées ou en cours de cession" sont présentés dans les tableaux ci-après :

Référentiel I.F.R.S. COMPTE DE RESULTAT (en milliers d'euros)	31.12.2013 publié en avril 2014	Retraitements 2013	31.12.2013 corrigé publié en avril 2015
Chiffre d'affaires	213 282	(14 061)	199 221
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	12 733	(451)	12 282
RESULTAT OPERATIONNEL	6 543	(324)	6 219
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS DES ENTREPRISES INTEGREES	7 647	(354)	7 293
RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES	5 693	(360)	5 333
RESULTAT NET DES ACTIVITES POURSUIVIES	5 693	(360)	5 333
RESULTAT NET DES ACTIVITES DESTINEES A ETRE CEDEES	-	360	360
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	5 693	-	5 693
PART REVENANT AUX INTERETS NE CONFERANT PAS LE CONTRÔLE	4	-	4
RESULTAT REVENANT A L'ENTREPRISE CONSOLIDANTE	5 689	-	5 689

FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES (en milliers d'euros)	31.12.2013 publié en avril 2014	Retraitements 2013	31.12.2013 corrigé publié en avril 2015
Résultat net de l'ensemble consolidé	5 693	-	5 693
Résultat net des activités destinées à être cédées ou en cours de cession	-	360	360
Résultat net des activités poursuivies	5 693	(360)	5 333
FLUX NET DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES POURSUIVIES	17 596	(490)	17 106
FLUX NET DE TRESORERIE SUR INVESTISSEMENTS DES ACTIVITES POURSUIVIES	(10 616)	308	(10 308)
FLUX NET DE TRESORERIE SUR OPERATIONS DE FINANCEMENT DES ACTIVITES POURSUIVIES	4 712	31	4 743
Incidence du reclassement des activités destinées à être cédées ou en cours de cession	-	151	151
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE	11 692	-	11 692
Trésorerie à l'ouverture	22 365	-	22 365
Trésorerie à la clôture	33 921	-	33 921
Profits / (pertes) de change sur la trésorerie	136	-	136
	11 692	-	11 692

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

(Exercice clos le 31 décembre 2014)

Aux Actionnaires
GEVELOT SA
6 boulevard Bineau
92300 Levallois-Perret Cedex

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société GEVELOT SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants :

- le paragraphe B. "Faits significatifs" de la note 1 et la note 18 de l'annexe aux comptes consolidés qui exposent, en particulier, l'impact financier de la cession par votre filiale PCM SA de sa participation dans la société canadienne Kudu Industries Inc. ;
- les paragraphes B. "Faits significatifs", D. « Modifications apportées aux comptes antérieurement publiés », E. « Evénements postérieurs à la clôture du Bilan » de la note 1 et la note 27 « Activités destinées à être cédées ou en cours de cession » de l'annexe aux comptes consolidés qui exposent la cession de la Société Gurtner et sa présentation en activité destinée à être cédée au 31 décembre 2014.

II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Comme la note 1.2.4 de l'annexe le précise, le groupe procède à des tests de valeur au moins une fois par an pour les actifs non financiers ayant une durée de vie indéterminée et les goodwill et, lorsqu'apparaissent des indices de perte de valeur, pour les autres actifs amortissables. La valeur recouvrable de ces actifs, regroupés par unité génératrice de trésorerie, est comparée à leur valeur nette comptable. En 2014, les tests ainsi réalisés n'ont pas conduit à constater de perte de valeur (note 4.3 de l'annexe). Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons vérifié la conformité de l'approche adoptée avec le référentiel IFRS ainsi que la correcte application des modalités de mise en œuvre des tests de perte de valeur décrites dans l'annexe. Nous avons également examiné la documentation disponible comprenant notamment les prévisions de flux de trésorerie et les autres hypothèses retenues.

Comme indiqué dans la note 1 de l'annexe, la participation dans la Société Gurtner a été présentée selon IFRS 5 en activité destinée à être cédée au 31 décembre 2014. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des modalités de comptabilisation visées ci-dessus et des informations fournies dans les notes aux états financiers.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris, le 29 avril 2015

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

CREA

Yan Ricaud

Bernard Roussel

Comptes Sociaux au 31 décembre 2014

Bilan au 31 décembre 2014

ACTIF (en milliers d'euros)	Montant brut au 31.12.2014	Amortissements ou Dépréciations	Montant net au 31.12.2014	Montant net au 31.12.2013
ACTIF IMMOBILISE (I)				
Immobilisations incorporelles (A)				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	34	27	7	10
Total A	34	27	7	10
Immobilisations corporelles (B)				
Terrains	2 635	152	2 483	2 485
Constructions	14 697	9 190	5 507	5 738
Autres	235	107	128	99
Immobilisation corporelles en cours	60	-	60	-
Avances et acomptes		-	0	52
Total B	17 627	9 449	8 178	8 374
Immobilisations financières (C) (1)				
Participations	50 298	9 927	40 371	43 627
Créances rattachées à des participations	1 183	-	1 183	1 003
Prêts	283	-	283	303
Autres (3)	919	-	919	212
Total C	52 683	9 927	42 756	45 145
Total Actif immobilisé (I) (A + B + C)	70 344	19 403	50 941	53 529
ACTIF CIRCULANT (II)				
Avances et acomptes versés sur commandes	-	-	-	-
Créances (2)				
Créances clients et comptes rattachés	674	-	674	852
Autres	3 195	-	3 195	2 855
Valeurs mobilières de placement	7 608	-	7 608	6 739
Disponibilités	2 102	-	2 102	665
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance (2)	34	-	34	23
Total Actif circulant (II)	13 613	-	13 613	11 134
Ecart de conversion actif (III)	-	-	-	-
Total général (I + II + III)	83 957	19 403	64 554	64 663

(1) Dont à moins d'un an

209 29

(2) Dont à plus d'un an

76 69

(3) Dont actions propres

907 200

PASSIF (en milliers d'euros)	Avant affectation		Après affectation	
	Montant net au 31.12.2014	Montant net au 31.12.2013	Montant net au 31.12.2014(a)	Montant net au 31.12.2013 (b)
	CAPITAUX PROPRES (I)			
Capital	31 838	31 838	31 838	31 838
Prime d'émission, de fusion, d'apport	-	-	-	-
Ecart de réévaluation	-	-	-	-
Réserves :				
. Réserve légale	3 184	3 184	3 184	3 184
. Autres	12 463	12 463	12 065	12 463
Report à nouveau	864	2 206	-	846
Résultat de l'exercice	375	277	-	-
Sous-total : situation nette	48 724	49 968	47 087	48 331
Subvention d'investissement	1	3	1	3
Provisions réglementées	3 123	2 872	3 123	2 872
Total de l'ensemble des Capitaux Propres (I)	51 848	52 843	50 211	51 206
PROVISIONS (II)				
Provisions pour risques	-	-	-	-
Provisions pour charges	10 698	8 889	10 698	8 889
Total Provisions (II)	10 698	8 889	10 698	8 889
DETTES (III) (1)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	4	3	4	3
Emprunts et dettes financières divers	391	389	391	389
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	-	-	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	183	188	183	188
Dettes fiscales et sociales	573	583	573	583
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	5	2	5	2
Autres dettes	834	1 747	2 471	3 384
Produits constatés d'avance	18	19	18	19
Total Dettes (III)	2 008	2 931	3 645	4 568
Ecart de conversion passif (IV)				
	-	-	-	-
Total général (I + II + III +IV)	64 554	64 663	64 554	64 663

(1) dont à plus d'un an	401	462	401	462
dont à moins d'un an	1 607	2 469	3 244	4 106
(2) dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	4	3	4	3

a) Après répartition soumise à l'Assemblée Générale Mixte du 18 juin 2015.

b) Après répartition décidée à l'Assemblée Générale Mixte du 19 juin 2014.

Résultat 2014

COMPTES DE RESULTAT		2014	2013
(en milliers d'euros)			
PRODUITS D'EXPLOITATION (I)			
Prestations de services		3 337	2 665
Montant net du chiffre d'affaires		3 337	2 665
Autres produits		450	457
Total des produits d'exploitation (I) (1)		3 787	3 122
CHARGES D'EXPLOITATION (II)			
Autres achats et charges externes		1 514	871
Impôts, taxes et versements assimilés		513	532
Salaires et traitements		671	652
Charges sociales		318	299
Dotations aux amortissements sur immobilisations		262	260
Dotations aux dépréciations sur immobilisations		-	-
Autres charges		80	60
Total des charges d'exploitation (II) (2)		3 358	2 674
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		429	448
PRODUITS FINANCIERS (III)			
De participations (3)		3 205	2 054
Autres intérêts et produits assimilés (3)		168	192
Reprises sur provisions et transferts de charges		-	-
Différences positives de change		-	-
Total des produits financiers (III)		3 373	2 246
CHARGES FINANCIERES (IV)			
Dotations aux amortissements et aux provisions		3 255	1 675
Intérêts et charges assimilées (4)		-	-
Différences négatives de change		-	-
Total des charges financières (IV)		3 255	1 675
2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)		118	571
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II) + (III - IV)		547	1 019
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)			
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		113	18
Produits exceptionnels sur opérations en capital		18	1 401
Reprises sur provisions et transferts de charges		47	111
Total des produits exceptionnels (V)		178	1 530
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)			
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		63	19
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		1	1 404
Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions		2 107	1 465
Total des charges exceptionnelles (VI)		2 171	2 888
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		(1 993)	(1 358)
Impôts sur les bénéfices (VII)		(1 821)	(616)
Total des produits (I + III + V)		7 338	6 898
Total des charges (II + IV + VI + VII)		6 963	6 621
5 - BENEFICE		375	277

(1) Dont produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs	(15)	(15)
(2) Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs	(30)	(30)
(3) Dont produits concernant les entreprises liées	3 217	2 069
(4) Dont intérêts concernant les entreprises liées	-	-

Tableaux de flux de trésorerie 2014

FLUX DE TRESORERIE (en milliers d'euros)	2014	2013
OPERATIONS D'ACTIVITE		
Résultat net	375	277
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
- Amortissements et dépréciations	3 517	1 937
- Provisions	2 060	1 352
- Plus-values de cession, nettes d'impôt	23	2
Marge brute d'autofinancement	5 975	3 568
- Variation des stocks et en-cours	-	-
- Variation des clients	178	(754)
- Variation des fournisseurs	(5)	90
- Autres variations	(1 275)	(681)
Variation du besoin en fonds de roulement	(1 102)	(1 345)
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	4 873	2 223
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
- Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(116)	(127)
- Acquisitions et augmentations d'immobilisations financières	(890)	(3 284)
Sous-Total	(1 006)	(3 411)
- Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles nettes d'impôt	28	1 401
- Cessions et diminutions d'immobilisations financières	24	16
Sous-Total	52	1 417
Investissements nets de la période	(954)	(1 994)
Variation du besoin en fonds de roulement et divers	3	(3)
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(951)	(1 997)
OPERATIONS DE FINANCEMENT		
- Augmentations/(réduction) de capital	-	0
- Dividendes attribués aux actionnaires de la société	(1 619)	(1 637)
- Autres distributions	-	-
Total	(1 619)	(1 637)
- Variations des emprunts et dettes financières	2	(168)
- Variation du besoin en fonds de roulement et divers	-	-
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	(1 617)	(1 805)
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE	2 305	(1 579)
Trésorerie à l'ouverture	7 401	8 980
Trésorerie à la clôture	9 706	7 401
	2 305	(1 579)

**Annexe
des Comptes Sociaux
au 31 décembre 2014**

Annexe des Comptes Sociaux au 31 décembre 2014

Cette Annexe complète et commente le bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2014, dont le total est de 64 553 684,59 euros et le compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dont le total des produits est de 7 337 828,33 euros et qui dégage un bénéfice de 375 269,16 euros.

Les notes n° 1 à 19, ci-après, font partie intégrante des comptes annuels (sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers d'euros).

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2014.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 14 avril 2015 par le Conseil d'Administration.

Note N° 1 : Principes Comptables et Règles d'établissement des Comptes Sociaux

Les comptes annuels de la Société Gévelot S.A. ont été établis conformément au Règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014.

a) Principales méthodes utilisées

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont constituées de logiciels qui sont amortis en linéaire sur 3 à 15 ans.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais d'acquisition hors coûts d'emprunt) à l'exception des immobilisations acquises avant le 31 décembre 1976 qui ont fait l'objet de réévaluations légales.

Depuis le 01 janvier 2005, la société applique les dispositions des Règlements sur les Actifs relatifs respectivement à leurs amortissements, dépréciation (Règlement C.R.C. n° 2002-10) et à leur définition, évaluation et comptabilisation (Règlement C.R.C. n° 2004-06).

Gévelot S.A., par exception au principe de l'application générale rétrospective, a alors retenu, comme le prévoyaient les dispositions de première application des nouvelles règles, l'approche prospective dite : méthode de réallocation des valeurs nettes comptables.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation prévue, sur la base du montant d'acquisition déduction faite de la valeur résiduelle estimée à la fin de la durée d'utilisation.

Les durées d'utilisation prévues sont :

- constructions à usage de bureau : linéaire 40 ans,
- constructions à usage industriel : linéaire 50 ans,
- autres immobilisations corporelles : linéaire 5 à 20 ans.

Il est précisé ci-dessous, les immobilisations qui ont fait l'objet d'une décomposition et les modalités qui ont été appliquées :

- Constructions
 - o Structure : linéaire 40 et 50 ans,
 - o Aménagements et agencements : linéaire 20 à 30 ans,
 - o Ravalement : linéaire 10 ans,
 - o Etanchéité : linéaire 20 ans.

Dépréciation des actifs

Lorsqu'il existe un indice qu'un actif ou un groupe d'actifs ait pu perdre de la valeur, il est procédé à un test de dépréciation. Un actif ou groupe d'actifs fait l'objet d'une dépréciation lorsque sa valeur nette comptable est supérieure à sa valeur actuelle.

La valeur actuelle d'un actif ou groupe d'actifs est la valeur la plus élevée entre son prix de vente net et la valeur des avantages économiques futurs attendus de son utilisation.

Participations

Les participations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport sauf réévaluation légale.

Cette valeur comptable est comparée à la quote-part détenue dans les capitaux propres comptables de la société concernée.

Lorsque cette quote-part est inférieure à la valeur comptable, il est réalisé une analyse complémentaire visant à estimer la valeur d'utilité de la participation en fonction de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'utilité ainsi déterminée est inférieure à la valeur comptable de la participation concernée, une dépréciation est constituée pour le montant de la différence entre ces deux valeurs.

Autres immobilisations financières

Les actions propres détenues par Gévelot S.A. au 31 décembre 2014 s'élèvent à 11 459 actions, représentant 1,26% du capital, dont 7 757 actions ont été acquises dans le cadre de l'autorisation de l'Assemblée Générale Mixte du 19 juin 2014. Elles seront annulées conformément aux décisions de cette même Assemblée Générale Mixte.

Les actions propres ayant vocation à être annulées, aucune dépréciation ne doit être constatée.

Les actions propres s'analysent ainsi à la clôture des deux derniers exercices :

	2014	2013
Nombre d'actions	11 459	3 702
(pourcentage de capital)	(1,26%)	(0,41%)
Coût moyen unitaire pondéré	79,18 €	54,03 €
Cours moyen de bourse (décembre)	128,78 €	60,48 €
Valeur brute comptable	0,9 M€	0,2 M€
Valeur nette comptable	0,9 M€	0,2 M€

Autres éléments constitutifs de l'actif

A la clôture, la valeur nette comptable des éléments d'actifs, autres que les immobilisations incorporelles et corporelles, est comparée à leur valeur actuelle à la même date.

Lorsque cette valeur actuelle est inférieure à la valeur comptable, une dépréciation est pratiquée pour la différence.

Valeurs mobilières de placement

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Lorsque la valeur liquidative ou de cession probable à la clôture de l'exercice est inférieure à celui-ci, une dépréciation est constituée pour la différence.

La valeur de marché des valeurs mobilières de placement au 31 décembre 2014, constituées de dépôts à terme, s'élève à 7,6 M€.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont enregistrées dès leur octroi au passif du bilan dans le poste "Subventions d'investissement" faisant partie des capitaux propres. Elles sont constatées en résultat exceptionnel au même rythme que les dotations aux amortissements des immobilisations qu'elles ont contribué à financer.

Dans le cas de subventions partielles, elles sont reprises pour un montant égal à la dotation fiscale aux amortissements affecté du rapport subvention sur immobilisation.

Provisions réglementées

Les provisions réglementées figurant au bilan correspondent aux amortissements dérogatoires sur immobilisations incorporelles et corporelles. La contrepartie des mouvements de ces provisions est inscrite au Compte de Résultat dans les charges et produits exceptionnels.

Les amortissements dérogatoires résultent essentiellement d'un différentiel de durée.

Provisions

Les provisions correspondent à des risques et charges identifiés de manière spécifique conformément au Plan Comptable Général.

b) Intégration fiscale

Depuis le 1^{er} janvier 1995, la Société Gévelot S.A a opté pour le régime fiscal de Groupe. Elle est à ce titre seule redevable de l'impôt dû sur le Résultat d'ensemble. En application des Conventions d'intégration fiscale conclues avec les Sociétés du périmètre d'intégration, chaque Société comptabilise la charge d'impôt comme en l'absence d'intégration.

Le Groupe est formé de la Société-Mère, Gévelot S.A. "tête de Groupe" et des filiales françaises suivantes : Gévelot Extrusion, PCM et Gurtner.

Le produit net d'impôt de 1 821 K€ comprend :

- l'impôt sur le résultat propre à Gévelot S.A.	- 254 K€
- le produit d'impôt lié aux entités intégrées dans le Groupe d'intégration fiscale	+ 2 075 K€

Par ailleurs, un complément de provision intra-groupe pour restitution probable d'économie d'impôt aux filiales de 1 809 K€ a été constaté au 31 décembre 2014 dans le cadre de ce régime.

c) Retraites

A leur départ en retraite, les Membres du personnel perçoivent des indemnités conventionnelles ou contractuelles. Les engagements correspondants sont pour une large part couverts par une assurance. La quote-part résiduelle non couverte n'est pas comptabilisée et figure en conséquence en engagements hors bilan.

d) Droit individuel à la Formation (DIF)

Dans le cadre de l'Avis n° 2004 – F du 13 octobre 2004 du Comité d'Urgence du C.N.C, relatif à la comptabilisation du droit individuel à la formation, la Société Gévelot n'a pas constaté de dettes au 31 décembre 2014.

Le nombre d'heures de formation cumulé correspondant aux droits acquis à ce titre est de 478 heures. Ce nombre d'heures n'ayant pas donné lieu à demande, aucune provision n'a été constituée à la fin de l'exercice 2014.

e) Informations complémentaires et événements postérieurs à la clôture

Fin juin 2014, le Conseil d'Administration a donné son accord pour négocier au mieux la sortie de Gurtner du périmètre du Groupe.

La cession de Gurtner a été réalisée le 25 février 2015 à effet du 1^{er} janvier 2015 pour une valeur proche de celle figurant dans les comptes sociaux de Gévelot SA.

Durant le premier trimestre 2015, 5 000 actions ont été acquises dans le cadre du programme de rachat d'actions pour un prix moyen de 125,00 euros.

Au global, à fin mars 2015, 16 459 actions étaient autodétenues à un prix moyen global de 93,10 euros.

Note n° 2 : Immobilisations et amortissements

Rubriques et postes	Immobilisations				Valeur brute à la fin de l'exercice 2014	Amortissements et dépréciations			Cumulés à la fin de l'exercice 2014
	Valeur brute au début de l'exercice 2014	Augmentations	Transferts	Diminutions		Cumulés au début de l'exercice 2014	Augmentations	Diminutions	
Immobilisations incorporelles									
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	34	-	-	-	34	24	3	-	27
Total	34	-	-	-	34	24	3	-	27
Immobilisations corporelles									
Terrains	2 635	-	-	-	2 635	150	3	-	153
Constructions	14 697	-	-	-	14 697	8 959	230	-	9 189
Autres immobilisations corporelles	202	55	1	(23)	235	103	26	(22)	107
Immobilisations corporelles en cours	-	60	-	-	60	-	-	-	-
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	52	1	(1)	(52)	-	-	-	-	-
Total	17 586	116	-	(75)	17 627	9 212	259	(22)	9 449
Immobilisations financières									
Participations	50 299	-	-	(1)	50 298	6 672	3 255	-	9 927
Créances rattachées à des participations	1 003	183	-	(3)	1 183	-	-	-	-
Prêts	303	-	-	(20)	283	-	-	-	-
Autres immobilisations financières	212	707 *	-	-	919	-	-	-	-
Total	51 817	890	-	(24)	52 683	6 672	3 255	-	9 927

(*) Gévelot S.A. a racheté 7 757 de ses propres actions pour un montant global de 707 K€ au cours de l'exercice 2014, portant ainsi le nombre total d'actions autodétenues à 11 459 actions.

Les Terrains et Constructions correspondent au 31 décembre 2014 à des bâtiments à usage de bureaux pour 3 135 K€ ou à des ensembles industriels pour 4 855 K€, occupés par Gévelot S.A. ou mis à la disposition de ses Filiales ou de Tiers.

Conformément au principe énoncé en note n°1, Gévelot S.A. a comparé la valeur comptable des Titres de Participation à la quote-part des capitaux propres des sociétés concernées ou à la valeur d'utilité selon le cas. Cette analyse a conduit à constater une dépréciation complémentaire de 3,3 M€ sur les titres de Gévelot Extrusion.

Les créances rattachées à des participations correspondent principalement au compte courant avec Gévelot Extrusion. Le montant à fin 2014 est constitué d'une avance de trésorerie pour 1,0 M€.

Note n° 3 : Provisions

Rubriques et postes	Montant au début de l'exercice 2014	Augmentations	Diminutions		Montant à la fin de l'exercice 2014
			Montant utilisé au cours de l'exercice 2014	Montant non utilisé au cours de l'exercice 2014	
Provisions réglementées					
Amortissements dérogatoires	2 872	298	(47)	-	3 123
Total	2 872	298	(47)	-	3 123
Provisions pour risques					
Provisions pour risques sociaux	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-
Provisions pour charges					
Provision intra-groupe pour restitution d'impôt jugée probable dans le cadre de l'intégration fiscale	- 8 689	- 1 809	- -	- -	- 10 498
Provision pour impôt	200	-	-	-	200
Total	8 889	1 809	-	-	10 698
Dépréciations					
Dépréciations sur immobilisations	-	-	-	-	-
Dépréciations sur valeurs mobilières de placement	-	-	-	-	-
Autres dépréciations	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-

Note n° 4 : Etat des échéances des créances et des dettes

Rubriques et postes	Montant brut au 31.12.2014	Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus d'1 an
Créances			
Créances de l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations	1 183	183	1 000
Prêts (1)	283	26	257
Autres	919	-	919
Créances de l'actif circulant			
Créances clients et comptes rattachés (2)	674	674	-
Autres	3 195	3 127	68
Capital souscrit appelé, non versé	-	-	-
Charges constatées d'avance	34	26	8
Total	6 288	4 036	2 252
Dettes			
Emprunts et dettes auprès des Etablissements de Crédit (3) (4)	4	4	-
Emprunts et dettes financières divers (3) (5)	391	-	391
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (6)	183	173	10
Dettes fiscales et sociales	573	573	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés (6)	5	5	-
Autres dettes (7)	834	834	-
Produits constatés d'avance	18	18	-
Total	2 008	1 607	401

(1) Prêts accordés en cours d'exercice	-
Prêts récupérés en cours d'exercice	20
(2) Dont effets de commerce	-
(3) Emprunts et dettes financières soucrits en cours d'exercice	7
Emprunts remboursés et transférés en cours d'exercice	4
(4) dont :	
- à deux ans au maximum à l'origine	4
- à plus de deux ans à l'origine	-
(5) Dettes dont l'échéance est à plus de 5 ans	391
(6) Dont effets de commerce	-
(7) Dont envers les associés	-

Note n° 5 : Eléments concernant les Parties liées

Postes	Montant net au 31.12.2014
Avances et acomptes sur immobilisations	
Participations	40 371
Créances rattachées à des participations	1 183
Prêts	-
Avances et acomptes versés sur commandes (actif circulant)	-
Créances clients et comptes rattachés	640
Autres créances	-
Capital souscrit appelé, non versé	-
Emprunts et dettes auprès des Etablissements de Crédit	-
Emprunts et dettes financières divers	374
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	-
Dettes fiscales et sociales	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-
Autres dettes	833
Prestations de services	3 255
Autres produits d'exploitation	433
Autres achats et charges externes	22
Autres charges d'exploitation	80
Produits de participation	3 205
Autres produits financiers	12
Charges financières	-

Parties liées : ce sont les entreprises consolidées par la méthode d'intégration globale, les entités sous contrôle conjoint et influence notable et les dirigeants de la Société et les sociétés qu'ils contrôlent, ainsi que les membres de leur famille proche.

Note n° 6 : Réévaluation

Postes	Variations de la réserve de réévaluation au 31.12.2014				Montant en fin d'exercice 2014	Pour mémoire écarts incorporés au capital
	Montant au début de l'exercice 2014	Diminutions dues aux cessions	Autres variations			
Terrains	-	-	-	-	-	-
Participations	-	-	-	-	-	2 222
Réserve de réévaluation (1976)	-	-	-	-	-	(2 222)
Réserve spéciale de réévaluation (1959)	-	-	-	-	-	(431)
Ecart de réévaluation libre	-	-	-	-	-	-
Autres écarts : Ecarts de réévaluation des immobilisations plafonnées	-	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-	-

Note n° 7 : Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant au 31.12.2014
Créances rattachées a des participations	3
Créances clients et comptes rattachés	122
Autres créances	5
Valeurs mobilières de placement	85
Total	215

Note n° 8 : Charges à payer

	Montant au 31.12.2014
Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	61
Dettes fiscales et sociales	410
Total	471

Note n° 9 : Charges et produits constatés d'avance

	Montant au 31.12.2014	
	Charges	Produits
Charges/Produits d'exploitation	34	18
Charges/Produits financiers	-	-
Charges/Produits exceptionnels	-	-
Total	34	18

Note n° 10 : Composition du capital social

	Nombre	Valeur nominale
Actions composant le capital social au début de l'exercice 2014	909 666	35,00
Actions émises pendant l'exercice	-	-
Actions remboursées pendant l'exercice	-	-
Actions annulées pendant l'exercice	-	-
Modification de la valeur nominale par incorporation de réserves	-	-
Actions composant le capital social en fin d'exercice 2014	909 666	35,00

Soit un capital social de 31 838 310 euros.

Note n° 11 : Tableau des variations des capitaux propres

Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice 2013 avant résultat	52 566
Affectation du résultat 2013 à la situation nette par l'Assemblée Générale Mixte du 19 juin 2014	(1 360)
. Résultat 2013	277
. Dividendes distribués	(1 637)
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice 2014	51 206
Variations de l'exercice :	267
. Variation des primes, réserves, report à nouveau	18
. Variation des provisions réglementées et subventions d'équipement	249
. Annulation des actions propres	-
Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice 2014 avant résultat	51 473

Note n° 12 : Ventilation du chiffre d'affaires net

a) Répartition par secteurs d'activité

	Montant 2014	Montant 2013
Loyers	1 565	1 514
Services	1 772	1 151
Total	3 337	2 665

b) Répartition par marchés géographiques

	Montant 2014	Montant 2013
France	3 323	2 652
Allemagne	14	13
Total	3 337	2 665

Note n° 13 : Résultat exceptionnel

Les principaux éléments formant le résultat exceptionnel sont les suivants :

Rubriques	Montant 2014	Montant 2013
Provision intra-groupe pour restitution probable d'économie d'impôt dans le cadre de l'intégration fiscale	(1 809)	(860)
Amortissements dérogatoires	(251)	(292)
Amortissements exceptionnels	-	(2)
Provision pour impôt	-	(200)
Taxes Foncières	25	-
Plus ou moins-values de cession	15	(3)
Versement fonds Generali	(35)	-
Activation des frais d'ascenseur	57	-
Divers nets	5	(1)
Total	(1 993)	(1 358)

Note n° 14 : Impôts sur les bénéfices

La ventilation de l'impôt sur les bénéfices entre le résultat courant et le résultat exceptionnel est la suivante :

Rubriques	Résultat avant impôt au 31.12.2014	Montant de l'impôt sur les bénéfices 2014	Résultat net au 31.12.2014
Résultat courant	547	267	280
Résultat exceptionnel	(1 993)	(61)	(1 932)
Contribution additionnelle sur les montants distribués	-	48	-48
Incidence intégration fiscale	-	(2 075)	2 075
Total	(1 446)	(1 821)	375

Le taux d'impôt retenu est de 33 1/3 %.

L'incidence sur l'imposition de l'exercice des évaluations fiscales dérogatoires, due aux amortissements dérogatoires est de 83 K€ (produit).

Accroissement et allègement de la dette future d'impôts

La dette future d'impôts se trouvera accrue de 1 041 K€ au titre de la reprise des amortissements dérogatoires pour 3 123 K€.

Note n° 15 : Engagements hors bilan

	Montant au 31.12.2014
Engagements donnés :	
Dettes pour lesquelles l'entreprise a accordé une garantie	-
- au titre de ses propres emprunts	-
- au titre de dettes contractées par des filiales	596
Engagements de crédit-bail T.T.C.	2 000
Engagements en matière de retraites	28
Total	2 624
Engagements reçus :	
Divers	-
Total	-

Engagements de crédit-bail :

Rubriques	Ensemble immobilier	Total au 31.12.2014
Valeurs d'origine H.T.	1 400	1 400
Amortissements		
Cumuls exercices antérieurs	-	-
Dotations de l'exercice	-	-
Total	-	-
Redevances payées H.T.		
Cumuls exercices antérieurs	-	-
Exercice	117	117
Total	117	117
Redevances restant à payer H.T.		
A un an au plus	117	117
A plus d'un an et cinq ans au plus	469	469
A plus de cinq ans	941	941
Total	1 527	1 527
Valeurs résiduelles H.T.		
A un an au plus	-	-
A plus d'un an et cinq ans au plus	-	-
A plus de cinq ans	140	140
Total	140	140
Montant pris en charge nette dans l'exercice	117	117

Engagements en matière de retraites (I.F.C.)

L'engagement en matière d'indemnités de fin de carrière est calculé pour chacune des catégories : employés, cadres, en fonction de l'ancienneté acquise et du salaire moyen, charges sociales comprises, selon la méthode des unités de crédit projetées, conformément à la Recommandation n° 2013-02 du 07 novembre 2013 de l'Autorité des Normes Comptables.

Le chiffre retenu, soit 28 K€, est égal au montant du passif social IFC (224K€) diminué de la valeur du fonds au 31 décembre 2014 (196 K€) détenu par Generali Patrimoine (Groupe Generali) dans le cadre d'un contrat permettant d'externaliser une partie de ces engagements.

Note n° 16 : Rémunération des Dirigeants

La rémunération globale des Organes de Direction et d'Administration s'est élevée à 483 260 euros pour l'exercice 2014.

Note n° 17 : Effectif moyen 2014

	Personnel salaré	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	5	-
Agents de maîtrise et techniciens, employés	2	-
Total	7	-

Note n° 18 : Société consolidante

Gévelot S.A. est la société consolidante du Groupe Gévelot.

Note n° 19 : Filiales et participations au 31 décembre 2014

Sociétés	Capital	Capitaux propres autres que le capital avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenu en % ⁽¹⁾	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis par la Société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la Société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice clos	Bénéfice ou perte du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Société au cours de l'exercice
				Brutes	Nettes					
A - FILIALES										
(50 % au moins du capital détenu par la Société)										
Filiales françaises										
Gévelot Extrusion S.A. 6, boulevard Bineau 92300 Levallois-Perret	18 120	355	99,99	25 397	15 470	1 003	-	64 197	(4 181)	-
PCM S.A. 6, boulevard Bineau 92300 Levallois-Perret	10 155	45 947	99,94	6 511	6 511	-	-	55 736	77 550	1 502
Gurtner S.A. 40, rue de la Libération 25300 Pontarlier	3 090	3 377	99,95	1 225	1 225	-	-	12 158	(489)	1 003
Filiales étrangères										
<i>(en milliers d'euros)</i>										
Dold Kaltfließpressteile GmbH Langenbacherstrasse 17/19 D-78147 Vöhrenbach (Allemagne)	13 000	7 162	100,00	17 165	17 165	-	-	48 662	2 536	700
B - PARTICIPATIONS										
(10 à 50 % du capital détenu par la Société)										
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

⁽¹⁾ Dont prêts de consommation

PricewaterhouseCoopers Audit
63 rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

CREA
37, avenue de Friedland
75008 Paris

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2014)

Aux Actionnaires
GEVELOT SA
6, boulevard Bineau
92532 Levallois-Perret Cedex

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société GEVELOT SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II - Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant :

Votre Société détermine à chaque clôture la valeur d'inventaire de ses participations selon les méthodes décrites en note N°1a de l'annexe. Elle constitue, le cas échéant, une dépréciation lorsque cette valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis et des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes décrites dans l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application ainsi que du caractère raisonnable des estimations retenues pour leur mise en œuvre.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris, le 29 avril 2015

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

CREA

Yan Ricaud

Bernard Roussel

